



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 016

Le lundi 2 mai 2022

Président : M. Kody Blois



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 2 mai 2022

• (1100)

[Traduction]

Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)): Bonjour à tous. Je déclare ouverte la 16^e séance du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes. Nous allons poursuivre notre étude sur l'apport environnemental du secteur agricole.

J'ai quelques questions d'ordre administratif, chers collègues. La réunion d'aujourd'hui se déroule de façon hybride, conformément à l'ordre de la Chambre du 25 novembre 2021. Les délibérations seront disponibles sur le site Web de la Chambre des communes. Sachez que la webdiffusion montrera toujours la personne qui parle plutôt que l'ensemble du Comité. Comme vous le savez, aucune capture d'écran ou photo n'est permise pendant les délibérations, et bien sûr, les personnes présentes dans la salle doivent veiller à respecter les protocoles de santé établis par le Bureau de régie interne.

J'ai bien hâte d'accueillir nos invités. Pour votre gouverne — je crois que vous êtes tous dans la salle, et c'est donc un grand plaisir pour moi de vous revoir —, en ce qui concerne la langue, vous pouvez choisir d'entendre l'anglais ou le français à l'aide du casque d'écoute devant vous.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 31 janvier 2022, le Comité reprend son étude de l'apport environnemental du secteur agricole.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à notre premier groupe de témoins. Nous accueillons en personne Susie Miller, directrice générale de la Canadian Roundtable for Sustainable Crops, et Erin Gowriluk, directrice générale des Producteurs de grains du Canada. Fawn Jackson, directrice des politiques et des affaires internationales de la Canadian Cattlemen's Association participe également à la réunion, ainsi que Duane Thompson, président du Comité de l'environnement de la Canadian Cattlemen's Association.

Chacune de nos organisations disposera de cinq minutes pour faire une déclaration préliminaire.

Chers collègues, je voudrais simplement souligner la possibilité d'un vote sur la procédure ce matin. Je me demandais si nous pourrions parvenir à un consentement unanime pour que, si la sonnerie retentit pour quelque raison que ce soit, je nous garde ici encore un peu afin que nous puissions poursuivre nos travaux.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Monsieur le président, si vous me le permettez, je crois qu'un certain nombre d'entre nous préféreraient aller voter, alors nous aimerions avoir suffisamment de temps pour nous rendre à la Chambre.

Le président: D'accord. Je crois que les whips prévoient 15 minutes. Lorsque la sonnerie se fera entendre, monsieur Epp, êtes-

vous d'accord pour que je nous libère seulement une quinzaine de minutes avant le vote?

M. Dave Epp: Ce serait bien. Merci.

Le président: D'accord. Merci à tous.

Nous allons maintenant entendre les déclarations préliminaires de nos témoins. Je crois que Mme Miller va commencer.

Vous avez cinq minutes. La parole est à vous.

Mme Susie Miller (directrice exécutive, Canadian Roundtable for Sustainable Crops): Merci.

Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de comparaître devant vous, en personne. C'est un plaisir pour moi.

Je m'appelle Susie Miller et je suis directrice générale de la Canadian Roundtable for Sustainable Crops. Notre organisation est déterminée à saisir les occasions et à relever les défis liés à la durabilité de la production de céréales, d'oléagineux et de légumineuses au Canada. Nos membres sont des organisations de producteurs de grains, des fournisseurs d'intrants, des négociants en grains, des entreprises alimentaires, des associations de conservation et des chercheurs. Cela englobe tous les intervenants.

Vous avez déjà reçu beaucoup d'excellents conseils. Plutôt que de les répéter, j'ai pensé que je pourrais concentrer mes observations sur ce que les producteurs de grains nous ont dit au sujet des défis et des possibilités en matière de durabilité. Nous avons eu des conversations avec eux l'hiver dernier et cet hiver. Nous avons parlé avec plus de 600 agriculteurs.

Voici ce qu'ils disent. D'abord et avant tout, ils veulent être reconnus pour leur contribution aux solutions climatiques et pour les mesures qu'ils ont prises et qu'ils continuent de prendre pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre dans leurs fermes et séquestrer le carbone dans leur sol. Ils ont un peu l'impression d'être les méchants, alors qu'ils se voient davantage comme des héros. Les bonnes pratiques environnementales comme celles qui touchent la santé des sols ont toujours été importantes pour les cultivateurs. Ils sont fiers du travail qu'ils font. Ils veulent être perçus comme des professionnels qui ont l'expertise nécessaire pour prendre les bonnes décisions.

Les agriculteurs nous ont dit qu'il y a de nombreuses façons d'atteindre les objectifs finaux de la santé des sols et de la réduction des émissions de GES. Il est important pour eux, pour le gouvernement et aussi pour leurs clients, de ne pas rejeter arbitrairement certaines pratiques comme étant inadéquates, et de ne pas privilégier une pratique par rapport à une autre ou désigner une pratique donnée comme « la » solution. Ils pensent que leur façon d'atteindre l'objectif final devrait être fondée sur la science, et ils veulent un calcul des coûts et des avantages et des répercussions sur eux. La recherche est essentielle pour déterminer non seulement les pratiques exemplaires, mais aussi la façon de limiter les risques liés à la mise en œuvre de nouvelles pratiques. Ils ont dit que la technologie nouvelle et améliorée peut les aider à aller là où ils veulent aller.

Ils nous ont aussi dit — je suis sûre que vous l'avez déjà entendu — qu'il faut reconnaître les différences entre les régions et entre les exploitations. Nous avons souvent entendu dire qu'il n'y a pas de solution universelle. Un exemple qui a souvent été cité est la culture sans labour. Cette pratique qui est bénéfique dans l'Ouest du Canada pourrait être plus difficile dans l'Est où le climat est plus humide. Les cultures de couverture, par exemple, sont difficiles lorsque le sol est gelé au moment de la récolte.

Les agriculteurs nous ont également dit que les pratiques agricoles modernes et la faune peuvent coexister et le font effectivement. En ce qui concerne les solutions axées sur la nature, ils voient des coûts importants ou des pertes de revenus qui peuvent entrer en conflit avec leurs objectifs de gestion des risques et de viabilité. Ils aimeraient que ces coûts soient quantifiés et pris en compte lorsqu'ils appuient des solutions axées sur la nature.

• (1105)

Ils ont dit surtout qu'ils voulaient vraiment faire leur part. Ils pensent qu'ils le font déjà, mais ils veulent contribuer davantage. Ils voient des conflits potentiels, ou plutôt des compromis, entre les diverses priorités du gouvernement du Canada et de la population canadienne qui les concernent, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des exploitations agricoles, l'augmentation de la matière première pour les carburants renouvelables, la contribution du Canada à la sécurité alimentaire mondiale et la contribution du secteur agricole à la croissance économique. Ils ne sont pas certains de la façon dont ils peuvent aider à atteindre tous ces objectifs en même temps.

Les agriculteurs aimeraient que des changements soient apportés au marché, qui ne tient pas compte de la contribution qu'ils apportent aux solutions climatiques ni des investissements qu'ils doivent faire. Ils s'inquiètent de la perte de leur capacité d'utiliser des pratiques agricoles modernes qui les aident à améliorer la santé des sols et à séquestrer le carbone. Ils craignent, comme vous le savez sans doute, que d'autres règlements ou cibles soient imposés arbitrairement, de leur point de vue, sans tenir dûment compte de leur capacité d'y satisfaire.

Par-dessus tout, ils veulent travailler en partenariat avec les gouvernements et les clients pour déterminer la meilleure façon de contribuer à l'atténuation des changements climatiques.

Merci.

Le président: Merci, madame Miller. Vous avez terminé juste à temps.

Madame Gowriluk, des Producteurs de grains du Canada, vous avez cinq minutes.

Mme Erin Gowriluk (directrice exécutive, Producteurs de grains du Canada): Merci, monsieur le président et membres du Comité, de m'avoir invitée à vous parler aujourd'hui de ce sujet important pour les agriculteurs, les Canadiens et le monde entier.

C'est très agréable d'avoir l'occasion de voir bon nombre de vos visages en personne maintenant. Merci.

Je m'appelle Erin Gowriluk. Je suis directrice générale des Producteurs de grains du Canada, une association nationale qui représente les intérêts d'environ 65 000 producteurs de céréales, de légumineuses et d'oléagineux dans toutes les provinces du pays.

En tant que porte-parole des producteurs de grains du Canada, j'aimerais souligner que nos membres considèrent leur relation avec la terre comme primordiale. Leur gagne-pain en dépend. L'agriculture vise à laisser un environnement sain et durable aux générations futures. Aujourd'hui, je suis fière de pouvoir en parler avec vous tous.

En prévision de ma comparution ici aujourd'hui, j'ai demandé à nos membres de nous faire part de leurs histoires de durabilité, ainsi que de quelques exemples concrets de méthodes et de pratiques qu'ils ont utilisées pour accroître la productivité de leurs activités tout en protégeant leur viabilité. Nos membres ont répondu avec enthousiasme et sans hésitation.

D'abord et avant tout, bon nombre de nos membres ont souligné les importants investissements en recherche que les agriculteurs ont faits directement pour améliorer la contribution du secteur à l'environnement. Bien avant que des pressions politiques ou des mandats stratégiques importants ne soient exercés, les agriculteurs ont investi dans des activités scientifiques solides visant à réduire les émissions ainsi que leur empreinte carbone. La raison en est simple: c'est parfaitement logique.

En fait, nos associations membres ont investi des millions de dollars pour établir des pratiques exemplaires en matière de gestion des engrais afin d'obtenir les meilleurs rendements possible des cultures tout en minimisant les intrants essentiels à leur croissance. Les investissements dans ce genre de recherche sont tout aussi sensés sur le plan des affaires que sur le plan environnemental. Lorsque de l'azote coûteux, par exemple, est perdu dans l'atmosphère ou mal utilisé, cela a également une incidence sur les marges déjà minces des agriculteurs.

L'innovation ne s'arrête pas là. Des investissements importants ont également été faits dans la recherche sur la façon d'utiliser l'azote plus efficacement et de modifier la génétique de la plante pour lui permettre de fixer son propre azote. Cela s'ajoute à la recherche visant à réduire l'utilisation d'herbicides et d'insecticides, en rendant la plante elle-même plus réactive et moins impactante sur son propre écosystème.

Pendant que cette importante recherche se poursuit, les agriculteurs canadiens ont également été à la fine pointe des pratiques agricoles pour faire en sorte que leur exploitation soit efficace, rentable et durable. Parmi les nombreuses pratiques dont on m'a parlé, j'aimerais en souligner quelques-unes qui sont essentielles. Cela comprend l'adoption de la technologie à taux variable, ou « agriculture de précision », pour optimiser l'utilisation des semences, des engrais et des produits phytosanitaires; l'adoption de nouveaux moteurs diesel à trois et à quatre niveaux dans les tracteurs, ainsi que l'utilisation de la technologie GPS pour prévenir le chevauchement des champs, la réduction de la quantité de carburant utilisée et, bien sûr, comme Mme Miller l'a mentionné, l'adoption généralisée du travail de conservation du sol, qui crée un puits de carbone tout en augmentant la quantité de matière organique dans le sol.

J'encourage tous les membres du Comité qui n'ont pas encore eu l'occasion de le faire, à aller visiter une ferme qui a adopté ces technologies. C'est une technologie vraiment remarquable qui a eu des répercussions environnementales incroyables sur les exploitations agricoles canadiennes partout au pays.

Je m'en voudrais de ne pas vous remercier, monsieur le président, d'être venu en Saskatchewan précisément dans ce but.

Si je mentionne tout cela, ce n'est pas pour dire qu'il est impossible de réaliser d'autres progrès. Les producteurs de grains du Canada cherchent constamment la façon la plus efficace d'aller de l'avant. Même si bon nombre de ces pratiques ont un coût pour les producteurs, elles ont été adoptées volontairement en l'absence de toute exigence réglementaire à cet égard. C'est pourquoi il est si important de ne pas perdre de vue la viabilité économique des exploitations agricoles canadiennes. Peu importe où vous exploitez une ferme au Canada, vos marges sont de plus en plus étroites. En fait, cette année, de nombreux agriculteurs canadiens planteront probablement leurs cultures les plus coûteuses.

Pensez au coût sans précédent du carburant, des engrais et des produits phytosanitaires, ainsi qu'à l'incertitude mondiale et environnementale à laquelle font face des milliers de producteurs de grains qui se remettent encore de la sécheresse dévastatrice de l'an dernier. Pour atteindre les objectifs du gouvernement et de l'industrie, les agriculteurs devront continuer d'investir dans leurs activités et dans de nouvelles technologies et de l'équipement qui les rendront plus efficaces. Ils feront ces investissements lorsqu'ils auront confiance en la stabilité économique et la durabilité de leur exploitation. Les gouvernements peuvent faciliter cela en veillant à ce que les agriculteurs aient accès à des programmes de gestion des risques prévisibles et fiables comme Agri-investissement et Agri-stabilité.

Une autre façon d'encourager les agriculteurs à investir dans de nouvelles technologies et pratiques consiste à appuyer le projet de loi C-234 et à alléger la tarification du carbone sur le gaz naturel et le propane utilisés pour sécher le grain. Les remboursements ne compenseront pas les coûts résultant de la tarification du carbone.

Les producteurs de grains sont prêts à faire plus, comme en témoigne leur bilan. C'est pourquoi, le 28 mars dernier, les Producteurs de grains du Canada ont annoncé la création d'une initiative de solutions climatiques pour aider le Canada à atteindre son ambitieux objectif de carboneutralité d'ici 2050.

• (1110)

L'initiative En route vers 2050 proposera une voie à suivre axée sur l'innovation, la recherche et les pratiques de gestion bénéfiques. Cela stimulera la productivité tout en continuant d'améliorer la qua-

lité du sol, d'améliorer le potentiel de séquestration du carbone des terres cultivées et de réduire les émissions.

Nous croyons qu'une approche unifiée à l'égard des changements climatiques est la meilleure façon d'aller de l'avant. Soyez assurés que les producteurs de grains canadiens sont prêts à faire leur part, en tant que partenaires clés, avec nos décideurs et nos législateurs. Nous sommes prêts à produire encore plus d'aliments tout en soutenant une population croissante.

• (1115)

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup, madame Gowriluk.

Nous allons maintenant passer à la Canadian Cattlemen's Association.

Madame Jackson et monsieur Thompson, vous disposez de cinq minutes.

M. Duane Thompson (président, Comité de l'environnement, Canadian Cattlemen's Association): Bonjour et merci de me donner l'occasion de comparaître devant le Comité.

Je m'appelle Duane Thompson. Je suis producteur bovin et cultivateur en Saskatchewan et je préside le comité de l'environnement de la Canadian Cattlemen's Association. J'ai le plaisir d'être accompagné aujourd'hui de Fawn Jackson, membre du personnel de la CCA.

La dernière fois que nous avons comparu devant le Comité, nous avons discuté de la contribution de l'industrie bovine aux résultats environnementaux et décrit nos objectifs robustes pour 2030. Dans le cadre de la discussion, nous avons parlé des 44 millions d'acres de prairies gérées par les producteurs de bœuf canadiens et du rythme effarant auquel nous perdons cet écosystème à risque.

Dans cette optique, nous aimerions examiner de plus près l'utilisation des terres dans le secteur agricole, car il s'agit du facteur le plus corrélé à notre capacité de respecter nos engagements environnementaux communs, notamment en ce qui concerne les changements climatiques et la biodiversité.

L'analyse effectuée par Conservation de la nature Canada montre qu'en moyenne, au cours des 25 dernières années, environ 148 000 acres de prairies indigènes tempérées ont été perdues chaque année en raison de la conversion. Cela ne comprend pas les pâturages cultivés et les terres à foin, qui sont également en train de disparaître. En fait, il ressort d'une étude récente de Nature United que l'arrêt de cette perte est la meilleure solution que nous ayons pour ce qui est des solutions climatiques naturelles.

Naturellement, nous devons nous demander pourquoi cette situation s'est produite et ce que nous devons faire pour renverser la vapeur.

Plusieurs raisons expliquent ce changement et cette évolution dans l'utilisation des terres agricoles. Bien sûr, l'industrie bovine a connu des difficultés économiques dans le passé, surtout au début des années 2000, à la suite de l'ESB. Nous avons constaté un impact économique important qui a entraîné d'importants changements dans l'utilisation des terres qui ont été ressentis pendant de nombreuses années. Cependant, aujourd'hui, même si l'industrie bovine se trouve dans une position économique beaucoup plus solide par rapport à l'époque de l'ESB, nous continuons de voir la perte de prairies directement liée à la diminution des troupeaux de vaches.

L'un des principaux facteurs, c'est que l'industrie bovine est moins en mesure de gérer les risques associés à son secteur que le secteur des cultures. Par exemple, dans notre exploitation, nous avons des outils plus efficaces pour gérer les risques liés à nos cultures que pour le bœuf. De plus, notre assurance-récolte est une prime à frais partagés, mais pas notre assurance pour le bœuf. C'est extrêmement important pour nos jeunes producteurs et nos familles. Ces facteurs mènent à des décisions d'affaires selon lesquelles des agriculteurs et des éleveurs convertissent des pâturages en terres cultivées ou les vendent peut-être à d'autres fins.

Aujourd'hui, la demande de biocarburants et les prix des récoltes étant ce qu'ils sont, les gens ont d'autres raisons économiques d'envisager de changer l'utilisation de leurs terres. Bien sûr, dans certains cas, il pourrait être logique de le faire et nous voulons certainement laisser à nos propriétaires fonciers privés le soin de prendre ces décisions. Toutefois, comme vous l'avez déjà entendu dire, comme nos partenaires de la conservation, nous comprenons l'immense valeur environnementale que représente la préservation des prairies au Canada, notamment sur le plan de la séquestration de carbone et de l'immense biodiversité, y compris pour les espèces en péril.

Nous suggérons l'élaboration et l'adoption d'une stratégie globale d'utilisation des terres par tous les ordres de gouvernement et les intervenants afin d'établir un équilibre entre l'expansion urbaine, la production agricole et la protection de l'environnement.

Il y a aussi d'autres outils qui nous semblent utiles pour maintenir les prairies, comme un programme national de conversion en cultures fourragères vivaces, des investissements dans des servitudes à terme, l'amélioration du financement de programmes qui appuient les pratiques de gestion exemplaires, ou des programmes qui récompensent les producteurs pour la séquestration de carbone et la biodiversité, ainsi que la conservation de l'eau et des terres humides.

De concert avec les nombreux membres de la Canadian Roundtable for Sustainable Beef, l'industrie bovine s'est fixé des objectifs ambitieux pour 2030, notamment la préservation de 35 millions d'acres de prairies indigènes et la séquestration de 3,4 millions de tonnes supplémentaires de carbone chaque année. Ces efforts, associés à notre travail visant à réduire l'intensité de nos émissions de gaz à effet de serre de 33 % d'ici 2030, ce qui, je dois dire, est certainement sur la bonne voie grâce à de nouveaux additifs alimentaires intéressants, comme l'a mentionné la TRCDIB lors de sa comparution devant le Comité, nous permettent d'être très positifs à l'égard de l'avenir environnemental et économique de l'industrie bovine canadienne.

Le secteur de l'élevage bovin est fier d'être l'un des plus importants secteurs agricoles du Canada, de soutenir 348 000 emplois et de contribuer au PIB à hauteur de 21,8 milliards de dollars, tout en

conservant 44 millions d'acres de l'important écosystème des prairies qui stocke 1,5 milliard de tonnes de carbone.

• (1120)

Nous avons beaucoup à offrir, tant pour l'économie canadienne que pour nos engagements environnementaux, et nous avons hâte de travailler avec vous à l'atteinte de ces objectifs communs.

Merci beaucoup de nous accueillir aujourd'hui. Nous serons heureux de répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Thompson.

Nous allons passer directement aux questions.

Nous allons commencer par M. Epp, pour six minutes. Monsieur Epp, la parole est à vous.

M. Dave Epp: Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de leurs excellents témoignages.

Je vais poser une série de questions et vous demander à tous les trois d'y répondre. Je vais revenir sur une observation que vous avez faite, madame Gowriluk, quand vous avez parlé de toutes les pratiques qui ont déjà été adoptées volontairement, et j'insiste ici sur le mot « volontairement ». J'ai déjà entendu ce mot à propos de l'écoconformité. Vous avez tous énoncé des objectifs environnementaux, et le gouvernement en a énoncé quelques-uns.

Mes questions sont les suivantes. Nous vous entendons lorsque vous témoignez ici. Avez-vous l'impression d'avoir été entendus lors de vos échanges avec AAC et ECCC? Que pensez-vous d'un lien? Nous entamons l'année où nous négocions le plafond. Qu'avez-vous à dire au sujet du lien entre les objectifs environnementaux et les objectifs de GRE?

Commençons par les Producteurs de grains, s'il vous plaît.

Mme Erin Gowriluk: Certainement. Merci beaucoup de votre question, monsieur Epp.

Pour répondre à la première partie de votre question, à savoir si nous avons l'impression d'avoir été entendus, je pense que les producteurs de grains de tout le pays voulaient être considérés comme des participants actifs à cette importante discussion. C'est pourquoi nous avons annoncé, le 28 mars, En route vers 2050. C'est notre façon de dire que nous pouvons être un fournisseur de solutions et que nous voulons travailler en étroite collaboration avec nos partenaires gouvernementaux pour nous assurer que les politiques et les programmes qui sont élaborés dans ce domaine reflètent les meilleurs intérêts des producteurs de grains canadiens.

En même temps, nous voulons nous assurer que les programmes sont pratiques et peuvent être appliqués, parce que, pour revenir à ce que disait Mme Miller, certaines des pratiques ou certains des programmes qui sont actuellement financés ne sont pas nécessairement logiques dans les exploitations agricoles du pays. C'est notre façon de dire que nous allons formuler des recommandations solides quant à ce que vous pouvez attendre des producteurs de grains canadiens, et nous voulons participer à ces discussions.

En ce qui concerne la deuxième partie de votre question sur l'écoconformité, nous pensons qu'il est vraiment important que, pendant que nous discutons de ce qu'un plus grand nombre d'agriculteurs canadiens peuvent et sont prêts à faire dans ce domaine en ce qui concerne leur contribution à l'environnement — c'est essentiel —, nous ne voulons pas que cela devienne un critère ou un obstacle pour accéder aux programmes de gestion des risques qui sont si essentiels pour les agriculteurs de tout le pays, surtout à un moment où ils font face à des risques sans précédent.

M. Dave Epp: Merci.

Madame Miller.

Mme Susie Miller: J'ajouterais seulement à ce que Mme Gowriluk vous a dit, qu'à mon avis, nous constatons dans l'industrie qu'Environnement Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada font face à de nombreuses pressions, et qu'il est difficile de les équilibrer toutes. Beaucoup de choses sont arrivées très soudainement et n'ont pas permis le genre de discussion que nous aurions souhaité.

Ce que nous voyons, ce sont des tentatives d'ouverture et d'inclusion pour nous permettre de participer.

M. Dave Epp: Merci.

Je vais terminer par les représentants de l'industrie bovine.

M. Duane Thompson: J'aimerais d'abord parler de l'écoconformité. L'écoconformité pose un défi parce que, dans ce secteur, l'agriculture est un système. Certaines des conséquences imprévues de l'écoconformité pour les différents programmes sont que les producteurs n'ont pas la souplesse nécessaire pour optimiser leurs systèmes.

Avec l'écoconformité, je pense que les gens pourraient gérer en fonction des programmes, plutôt qu'en optimisant le système, ce qui peut affecter directement l'environnement et le système de production dans lequel nous évoluons. Il y a une très grande variété de systèmes de production, même au sein du secteur bovin; et si vous ajoutez à cela des cultures et une exploitation mixte, n'en parlons même pas.

M. Dave Epp: Merci beaucoup.

Pour entrer un peu plus dans les détails, je vais m'adresser à Mme Gowriluk.

En ce qui concerne l'édition génique, pouvez-vous décrire les énormes avantages, du moins de mon point de vue, qu'une adoption rapide de cette technologie pourrait apporter, tant sur le plan environnemental qu'économique?

Mme Erin Gowriluk: En ce qui concerne l'édition génique et d'autres outils semblables de l'agriculture moderne, de plus en plus maintenant, et surtout dans le contexte des changements climatiques, nous devons nous assurer que les agriculteurs canadiens disposent des outils dont ils ont besoin pour faire face aux situations et aux défis auxquels ils sont de plus en plus confrontés en raison des changements climatiques.

L'édition génique n'est qu'un exemple des nombreux outils disponibles pour atténuer certains de ces risques. Je peux vous donner un exemple plus récent, celui de la sécheresse généralisée que nous avons observée dans l'Ouest du pays. Dans le cas des variétés transgéniques tolérantes à la sécheresse, par exemple, il faut investir davantage dans ce domaine. Très franchement, il faut un cadre réglementaire pour permettre la mise au point de ces produits et

leur commercialisation, afin que les agriculteurs canadiens soient mieux préparés à atténuer certaines des difficultés auxquelles ils font face en raison des changements climatiques grâce à certaines de ces nouvelles variétés.

• (1125)

M. Dave Epp: J'ai une question complémentaire. Pensez-vous que le fait d'ajouter un autre niveau de surveillance à l'ARLA accélèrera ou entravera ce processus?

Mme Erin Gowriluk: Je vais revenir sur une chose que Mme Miller a mentionnée au sujet de ce que disent les agriculteurs canadiens. Collectivement, nous voulons que tous les cadres réglementaires soient élaborés en tenant compte de la science. Le gouvernement parle beaucoup de l'importance des politiques fondées sur la science et les données probantes, et il est vraiment important que nous joignons le geste à la parole.

M. Dave Epp: Monsieur le président, je vais céder le reste de mon temps et le garder en banque pour la prochaine fois.

Le président: D'accord. Nous en prenons bonne note.

Nous passons maintenant à M. Louis, pour six minutes.

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Monsieur le président et monsieur Epp, je ne savais pas que nous pouvions le faire. Je suppose que nous avons cette banque ici.

Merci à nos témoins, en personne et virtuellement, d'être ici. J'ai pris beaucoup de notes.

Je vais commencer par Mme Miller, de la Canadian Roundtable for Sustainable Crops.

Vous avez parlé des pratiques exemplaires, des façons de limiter les risques. En même temps, vous avez aussi mentionné qu'il n'y a pas de solution universelle. Vous avez dit que la culture sans labour est plus facile dans l'Ouest que dans l'Est. Vous avez dit que les cultures de couverture sont plus difficiles si le sol gèle.

Où est l'équilibre? Comment pouvons-nous trouver un équilibre pour que les pratiques exemplaires soient partagées tout en mettant l'accent sur les régions? Quels sont les défis et quelles solutions proposez-vous?

Mme Susie Miller: Du point de vue des agriculteurs à qui nous avons parlé, c'était une question de résultats. Dites-nous ce que vous voulez, et nous trouverons une solution.

Ce n'est pas aussi simple que cela, bien sûr. Il faut de la recherche et des applications pratiques. La ferme forme un tout. Ce n'est pas une pratique particulière ou une autre. Dans bien des cas, comme celui de M. Thompson, par exemple, ce sont à la fois le bétail et les cultures qui doivent être équilibrées. Il s'agit de faire preuve de souplesse et de comprendre que les agriculteurs ont eux-mêmes la capacité de prendre une bonne décision s'ils disposent des bons renseignements.

M. Tim Louis: Merci.

Je vais peut-être ensuite passer à M. Thompson.

Vous avez parlé, comme je le disais, des objectifs pour 2030. Vous avez parlé de préserver 35 millions d'acres de pâturages. Nous avons parlé du rôle de cet écosystème à la fois pour la séquestration de carbone et la promotion de la biodiversité. Pour 2030, travaillez-vous à rebours à cet égard? Pouvons-nous vous aider à atteindre les objectifs pour 2030? Que pouvons-nous faire pour aider à préserver les prairies pour la séquestration de carbone et la biodiversité?

M. Duane Thompson: Je pense que vous comprenez bien que la prairie est un écosystème important qui apporte une grande valeur à l'économie et à la société en général.

Premièrement, nous devons trouver un moyen de favoriser la stabilisation et d'empêcher la conversion des terres parce que, comme je l'ai mentionné, nous perdons les prairies à un rythme alarmant. Si nous avons des programmes montrant, par exemple, la valeur de la séquestration de carbone qui a lieu dans les pâturages, les producteurs comme moi pourraient en tenir compte et, plutôt que d'ensemencer une parcelle qui ne produit peut-être pas le meilleur canola, nous pourrions la laisser en friche et valoriser ce carbone pâturages, il y aura une énorme libération de carbone, ce qui se produira également sur les prairies naturelles.

Nous devons avoir des moyens et des programmes qui peuvent soutenir et promouvoir efficacement la préservation des prairies, tout comme l'assurance-récolte et la prime partagée. Ce serait énorme, surtout pour nos jeunes producteurs, pour soutenir les prairies et la production bovine.

M. Tim Louis: Êtes-vous déjà capable de mesurer et de quantifier la séquestration de carbone? Avec qui travaillez-vous dans ce cas? C'est une des choses que nous voulons pouvoir maîtriser à l'avenir. Comment peut-on mesurer cela afin de pouvoir accorder des dédommagements et des récompenses.

• (1130)

M. Duane Thompson: C'est l'un de mes sujets favoris. La quantification du carbone, l'optimisation de notre système et l'optimisation des pratiques sont vraiment importantes. Je pense que la réponse est non, nous n'en sommes pas au point où nous pouvons quantifier cela efficacement. J'hésite vraiment à promouvoir des pratiques de gestion optimales en fonction de la valeur, mais je dirais qu'on peut suggérer des pratiques de gestion optimales et encourager ensuite une quantification de la séquestration de carbone. De cette façon, chacun peut, dans son système, dans ses opérations, dire voici ce que je peux faire pour mes finances et l'environnement, en arriver à un équilibre économique et promouvoir les deux ensemble.

La Food Water Wellness Foundation fait un excellent travail de quantification, et il semble qu'elle ait trouvé une façon tout à fait viable sur le plan financier de procéder. Je dirais que nous y travaillons, mais que nous n'en sommes pas encore là.

Mme Fawn Jackson (directrice, Politique et relations internationales, Canadian Cattlemen's Association): Si vous me permettez d'ajouter quelque chose, monsieur Thompson, je pense que nous travaillons sur les détails de la quantification. Nous savons qu'il y a environ 1,5 milliard de tonnes de carbone dans les prairies qui sont gérées par les producteurs de boeuf, mais lorsque nous captions encore plus de carbone grâce à des pratiques de gestion exemplaires, il y a d'autres recherches à faire pour obtenir un peu plus de précisions.

Ce que nous savons, c'est que, lorsque les terres sont converties, si elles sont converties en paysage urbain ou pour d'autres utilisations agricoles, environ 30 % à 40 % du carbone est perdu.

M. Duane Thompson: Puis-je ajouter quelque chose, s'il vous plaît? En n'encourageant pas les gens à optimiser leur système dans les pâturages qu'ils gèrent à l'heure actuelle, et en élaborant des programmes pour favoriser des nouvelles pratiques et encourager les gens qui les ont adoptées depuis longtemps... Nous devons faire très attention à ne pas élaborer des programmes qui encouragent des gens comme moi à faire quelque chose de nouveau, parce que je peux faire quelque chose de nouveau en deux ans. Nous pouvons supprimer ou recréer des pâturages, et il faut donc s'assurer que les producteurs qui ont des systèmes bien gérés et durables sur le plan environnemental ne sont pas découragés de continuer dans cette voie.

Le président: Merci, monsieur Thompson.

Merci, monsieur Louis. Le temps est écoulé, malheureusement.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je salue les témoins et je les remercie d'être parmi nous aujourd'hui afin de nous livrer leurs précieux témoignages.

Monsieur Thompson, j'aurais le goût de vous laisser continuer sur votre lancée. Vous dites qu'il faut que les gens qui ont déjà instauré de bonnes pratiques soient inclus et ne soient pas découragés. Pensez-vous à un système de mesure qui permettrait d'évaluer l'état actuel des fermes? Vous dites qu'il y a des techniques que vous n'avez pas encore pour mesurer le carbone, mais, selon certains témoins que nous avons reçus, les technologies évoluent rapidement, alors quelque chose pourrait être mis en place prochainement.

Si on concevait une façon de mesurer l'état actuel de chacune des terres, qu'on tenait compte du point de départ de chacun et qu'on encourageait ceux qui ont déjà une belle performance, est-ce que cela répondrait à votre demande?

[Traduction]

M. Duane Thompson: Absolument. C'est un point essentiel. Nous sommes très près d'y arriver grâce à la technologie. Je crois savoir qu'il existe aux États-Unis une technologie de type infrarouge. Elle repose à la fois sur la croissance organique et des échantillonnages du sol, et cela peut se faire à partir d'images satellites. Comme je l'ai mentionné, la Food Water Wellness Foundation obtient de très bons résultats, dont elle est assez satisfaite.

Bien sûr, il faut que ce soit rentable. On ne peut pas demander aux gens de prélever des échantillons de sol, et c'est compliqué. Au bout du compte, il faut que ce soit rentable parce que si nous, les producteurs, sommes encouragés à faire ces impacts environnementaux et à être durables, et si nous pouvons quantifier nos niveaux de carbone à un niveau économique, nous devons en être les principaux bénéficiaires. Nous ne pouvons pas laisser les agrégateurs et le système se tailler la part du lion. Si nous pouvons être les bénéficiaires de ces pratiques environnementales durables et montrer les résultats que nous avons... Rien que dans notre exploitation, nous avons des terres qui ont presque le triple de la matière organique moyenne. C'est un facteur clé de la durabilité, et il y a tant de choses qui vont avec cela.

Oui, nous devons travailler à ces recherches.

• (1135)

[Français]

M. Yves Perron: Vous recommanderiez donc au Comité de prendre en considération ce qui a été fait par le passé.

Il y a beaucoup de choses très intéressantes dans ce que vous dites. Entre autres, vous dites qu'il faut que ce soit efficace.

Recommanderiez-vous au Comité que ce système de rémunération soit décentralisé? Autrement dit, ce système ne serait pas compris dans un programme dicté par le gouvernement, mais ce serait plutôt fait sur mesure, au cas par cas, avec une évaluation locale. On prendrait comme point de départ la performance écologique des sols à l'heure actuelle, si je peux appeler cela ainsi. Ensuite, après un certain temps, on pourrait mesurer la nouvelle performance et quantifier cette amélioration.

Je vais vous donner mon avis personnel et vous me direz si cela a de l'allure. Je verrais cela comme un nouveau programme Agri-investissement. L'UPA parle d'un programme agri-vert. Des sommes seraient directement à la disposition des producteurs agricoles dans des comptes. En tant qu'entrepreneurs agricoles, vous pourriez utiliser cet argent pour mettre en œuvre la prochaine innovation environnementale. Ainsi, vous pourriez améliorer sans cesse votre performance, qui serait continuellement quantifiée, encouragée et rémunérée, afin de toujours aller plus loin. Le tout se ferait cependant de façon décentralisée.

Est-ce que cela a de l'allure?

[Traduction]

M. Duane Thompson: Je pense que vous et moi avons beaucoup de choses en commun dont nous pourrions parler.

[Français]

M. Yves Perron: C'est une bonne réponse.

[Traduction]

M. Duane Thompson: Il est important de le faire sur une base régionale, parce que la régionalité... Même en Saskatchewan, les systèmes de production sont... Les propriétaires fonciers gèrent une incroyable diversité de choses. Vous avez tout à fait raison. Vous avez tout à fait raison de dire que nous ne pouvons pas le faire à grande échelle. Cela doit se faire plus localement, davantage au niveau d'une zone géographique, si vous voulez. J'aime l'idée de ce que vous proposez comme investissement potentiel.

Les agriculteurs sont les premiers environnementalistes. Notre existence même en dépend. Je suis de la quatrième génération. Mes enfants sont de la cinquième génération. J'ai des petits-enfants de sixième génération. Il est dans mon intérêt d'être un environnementaliste.

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur Thompson, je suis désolé de vous interrompre. Nous nous entendons à merveille et nous pourrions discuter pendant des heures. Cependant, j'aimerais que Mmes Gowriluk et Miller me fassent part rapidement de leur point de vue sur cette même question, avant que mon temps de parole ne soit écoulé.

Pensez-vous qu'un système semblable devrait être décentralisé?

[Traduction]

Mme Susie Miller: Il y a des possibilités et de la place pour les deux. L'une des choses que nous avons faites, il y a deux ans, a été de demander à l'Université de l'Alberta d'examiner la documentation qui a été publiée et la recherche qui a été faite et qui pourrait démontrer l'incidence de différentes pratiques sur la production de carbone et l'empreinte carbone des producteurs de grains. Il n'y avait rien.

Pour ce qui est des pratiques agricoles, elles doivent reposer sur de bonnes données scientifiques, et c'est très difficile à faire ferme par ferme, ou même région par région. En ce qui concerne la vérification de ces pratiques, la démonstration de ces pratiques et leur mise en œuvre, oui, absolument. Les agriculteurs nous ont dit que cela doit répondre à leurs besoins, et qu'une région n'est pas nécessairement une province. Il y a des différences à l'intérieur, comme M. Thompson l'a indiqué...

Le président: Merci, madame Miller.

Merci, monsieur Perron. Je suis désolé. Votre temps est écoulé.

Je vais donner la parole à M. MacGregor, pour six minutes.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): C'est très bien. Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins. Je vais poser une question et j'aimerais que chacun d'entre vous y réponde.

En Australie, des efforts sont en cours pour mettre en œuvre une stratégie nationale sur les sols. Elle va déterminer comment ce pays valorisera, gèrera et améliorera son sol pendant les 20 prochaines années. J'aime comparer le Canada à l'Australie parce que, bien sûr, ce sont deux pays du Commonwealth. Ils ont tous les deux des systèmes de gouvernement très semblables. Avec la capitale du pays à Canberra, les gouvernements des États de l'Australie ont des pouvoirs de dévolution semblables à ceux de nos provinces.

C'est vraiment une entreprise énorme. L'Australie l'a fait en consultant de nombreux intervenants. Elle veut s'assurer que sa stratégie accordera la priorité à la santé des sols, qu'elle favorisera l'innovation et la gérance des sols et qu'elle renforcera les connaissances et la capacité en matière de sols.

Madame Gowriluk, je vais peut-être commencer par vous. Que pensez-vous des efforts déployés par l'Australie à cet égard, et pensez-vous que le Canada pourrait bénéficier de la mise en œuvre d'une stratégie semblable dans le cadre de laquelle nous communiquerions vraiment avec les intervenants afin que le gouvernement fédéral fasse un effort concerté pour reconnaître que c'est l'une de nos ressources les plus précieuses?

• (1140)

Mme Erin Gowriluk: Monsieur MacGregor, merci beaucoup de votre question.

Je ne connais pas cette stratégie, mais d'après ce que vous avez dit aujourd'hui, c'est certainement quelque chose qui mérite d'être exploré. Pour ce qui est de votre dernier point, cependant, il est essentiel que chaque fois que nous examinons une stratégie comme celle-ci, les agriculteurs de partout au Canada participent à la discussion. Je pense qu'ils seraient heureux d'avoir l'occasion de le faire.

Cela fait partie de ce que nous avons l'intention de faire, ou que nous comptons faire, avec la feuille de route des Producteurs de grains du Canada pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il s'agit d'avoir une discussion nationale avec les producteurs de grains de tout le pays au sujet des domaines où nous avons le plus grand potentiel et où nous savons que nous pouvons faire plus — pour cerner ces possibilités, présenter des recommandations solides au gouvernement et travailler en étroite collaboration avec nos partenaires gouvernementaux afin de veiller à ce que les politiques et les programmes reflètent les meilleurs intérêts des agriculteurs canadiens. C'est quelque chose que nous allons certainement explorer dans le cadre de cette discussion.

M. Alistair MacGregor: Madame Miller.

Mme Susie Miller: Pour répondre à votre question, oui.

Le Conseil canadien de la conservation des sols et le Conseil canadien du compost ont récemment publié une feuille de route pour l'amélioration des sols. Il y a beaucoup de recherche en cours, mais c'est une excellente idée d'essayer de travailler ensemble, même pour comprendre quelles sont les possibilités d'amélioration. Les agriculteurs à qui nous parlons seraient certainement très intéressés à participer.

M. Alistair MacGregor: Puis-je maintenant entendre la Canadian Cattlemen's Association, s'il vous plaît?

M. Duane Thompson: Ce serait une excellente idée. Je ne connais pas le programme australien, mais pour revenir à notre propre histoire, mon père a participé au programme SOS, Save Our Soils, au début des années 1980. Les agriculteurs ont fait de grands progrès depuis.

La terre est notre existence même, alors une stratégie nationale sur les sols serait une très bonne chose, et les producteurs de bovins canadiens pourraient en être un élément très important.

M. Alistair MacGregor: Il y a un certain projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-203, que vous pourriez tous être intéressés à examiner pour poursuivre vos recherches.

Je vous remercie tous de vos réponses à ce sujet.

Je m'adresse maintenant à la Canadian Cattlemen's Association. Votre organisation a publié, dans votre site Web, un article du 22 février intitulé « Curbing methane emissions will take a team effort ». Il s'agit d'un examen approfondi des différents additifs alimentaires qui sont en cours d'élaboration, en vue de réduire les émissions de méthane des ruminants — des bovins laitiers et des bovins de boucherie.

Nous savons également qu'il existe des recherches potentiellement prometteuses sur le développement de différents stocks génétiques, par exemple, qui pourraient permettre de réduire davantage les émissions de méthane à long terme.

Je sais que la recherche prend beaucoup de temps pour donner de bons résultats. Cependant, lorsque vous examinez les progrès de la recherche, tant pour ce qui est de la mise au point de ces additifs alimentaires et de leur approbation à des fins commerciales que pour ce qui est des différents gènes, des lignées sanguines, ce qui pourrait aussi donner des résultats incroyables, êtes-vous satisfait de la façon dont la recherche progresse?

S'il y a place à l'amélioration, y a-t-il quelque chose que notre comité pourrait recommander expressément au gouvernement fédéral pour soutenir encore plus la recherche? Le gouvernement fédé-

ral doit-il accorder plus d'attention au financement de cette recherche en raison du potentiel qu'elle pourrait générer en termes de réduction absolue de nos émissions de méthane?

M. Duane Thompson: Madame Jackson, vous connaissez très bien ce domaine. Pourriez-vous répondre à cette question?

Mme Fawn Jackson: Bien sûr.

Tout d'abord, le Canada a 50 % de l'empreinte moyenne mondiale en gaz à effet de serre. La raison en est que nous investissons dans la recherche depuis longtemps. Dans la recherche sur le 3-NOP, l'un des additifs alimentaires auxquels vous faites allusion, l'une des plus grandes études a été réalisée au Canada. Elle indique qu'il est possible de réduire les émissions de 70 % à 80 %.

Nous savons que la recherche fonctionne. Nous savons aussi que nous devons investir dans ce secteur pendant très longtemps. Ce sont là les fondements de tous nos travaux environnementaux. Nous devons veiller à ne pas nous laisser prendre par les miroirs aux alouettes et à ne pas nous détourner de choses qui, nous le savons, donneront des résultats à long terme. Pour nous, il sera essentiel de continuer à investir dans la recherche financée par les services votés pour nous assurer que ces outils continuent d'être mis au point parce qu'il faut beaucoup de temps pour les mettre au point.

Merci de cette question.

• (1145)

Le président: Merci, madame Jackson.

Merci, monsieur MacGregor.

Nous allons revenir à nos tours de questions de cinq minutes. Nous allons d'abord entendre M. Lehoux, mais peut-être que M. Epp va céder un peu plus de temps.

Je vous cède la parole.

[Français]

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous ce matin.

J'ai une question pour Mme Gowriluk.

Le rapport du directeur parlementaire du budget mentionne que, lorsque la taxe sur le carbone aura atteint en 2030 son objectif de 170 \$ par tonne, cela aura peu d'effet sur l'émission de GES.

Dans un premier temps, êtes-vous d'accord sur cet énoncé du directeur parlementaire du budget?

Par ailleurs, on a deux possibilités: soit on rembourse cet argent, soit on enlève complètement la taxe sur le carbone dans le cas du propane et du gaz naturel. Quelle serait la différence entre ces deux options, selon vous? Quel est votre point de vue à ce sujet?

[Traduction]

Mme Erin Gowriluk: Merci beaucoup de votre question, monsieur Lehoux.

En ce qui concerne la première partie de votre question, il ne faut pas oublier que la taxe sur le carbone s'applique au gaz naturel et au propane utilisés pour le séchage du grain. À l'heure actuelle, les agriculteurs n'ont d'autre choix que d'utiliser des combustibles fossiles. C'est pourquoi nous continuons d'appuyer l'adoption du projet de loi d'initiative parlementaire C-234. Je pense que le gouvernement reconnaît que l'objectif visé par cette politique particulière n'est pas atteint.

Pour ce qui est du deuxième point que vous avez soulevé au sujet de l'élaboration du programme de remboursement qui a été établi, l'intention ultime de ce programme était de rembourser la totalité des fonds recueillis auprès des agriculteurs et des éleveurs canadiens aux agriculteurs et aux éleveurs canadiens. Ce que nous avons constaté, c'est que, même si tout cet argent est déboursé, le remboursement n'est pas équitable en ce qui concerne sa distribution. Certains de nos administrateurs ont quantifié ce qu'ils recevront sous forme de remboursement. Dans certains cas, le montant de ce remboursement restera inférieur à 40 % de ce qu'ils ont payé en taxes sur le carbone.

Je pense que le gouvernement reconnaît que la taxe qui est appliquée n'est pas juste et qu'elle n'atteint pas l'objectif visé. C'est pourquoi notre secteur continue d'appuyer l'adoption du projet de loi C-234, car il s'agit de la façon la plus efficace de veiller à ce que les producteurs canadiens, qui n'ont d'autre choix que d'utiliser le gaz naturel et le propane pour sécher leur grain, le fassent sans frais supplémentaires, surtout si l'on tient compte de tous les coûts sans précédent auxquels ils font face actuellement.

[Français]

M. Richard Lehoux: Je vous remercie.

J'aimerais maintenant aborder la question de la gestion des engrais azotés.

Beaucoup d'améliorations ont été apportées et continuent d'être apportées aujourd'hui. Est-ce que les différents programmes de soutien du gouvernement fédéral sont adéquats ou est-ce qu'ils devraient être améliorés?

[Traduction]

Mme Erin Gowriluk: Cela fait partie de ce que nous allons chercher à faire dans le cadre de notre feuille de route pour 2050, qui est l'initiative en cours des Producteurs de grains du Canada. Pour revenir à ce qu'a dit Mme Miller, nous voulons nous assurer, en tant qu'association nationale, que nous aurons l'occasion d'avoir une conversation nationale et de veiller à ce que les programmes et le financement auxquels les agriculteurs canadiens ont accès soient aussi logiques dans l'Ouest du pays que dans l'Est, par exemple.

Il est important que nous ayons une conversation nationale pour nous assurer que le bon financement sera affecté aux bonnes politiques et aux bons programmes, afin que les agriculteurs canadiens puissent en profiter.

[Français]

M. Richard Lehoux: Merci, madame Gowriluk.

J'ai une question pour M. Thompson.

En ce qui a trait à la recherche et à la nouvelle tendance à incorporer certains additifs alimentaires, trouvez-vous que le gouvernement fédéral joue vraiment le rôle qu'il doit jouer pour soutenir les entreprises sur le plan de la production?

[Traduction]

M. Duane Thompson: La première étape consiste à faire homologuer ces produits. Si nous faisons homologuer les produits et que nous les approuvons et en faisons la promotion, alors les entreprises les mettront à la disposition des producteurs comme moi. Il y a eu d'autres produits dans le passé qui auraient été très avantageux pour nous, mais qui ne répondaient pas tout à fait aux critères de... qu'il s'agisse d'un aliment du bétail ou d'un produit pharmaceutique. C'est le défi à l'heure actuelle. C'est pour nous assurer d'avoir cette catégorie de produits. Là où le gouvernement peut jouer un rôle très important, c'est en créant cette catégorie et en reconnaissant que nous avons un domaine dans lequel nous pouvons apporter des améliorations, dont les additifs alimentaires peuvent faire partie et qui peut avoir un impact environnemental vraiment important.

• (1150)

[Français]

M. Richard Lehoux: Monsieur Thompson, seriez-vous prêt à recommander au Comité qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada fasse les modifications réglementaires nécessaires pour incorporer cette catégorie afin de lui donner tout son sens?

Le président: Je suis désolé, monsieur Lehoux, mais votre temps de parole est écoulé.

[Traduction]

Monsieur Thompson, vous pouvez avoir 10 secondes si vous le voulez, mais rapidement parce que nous devons passer à quelqu'un d'autre.

[Français]

M. Richard Lehoux: Monsieur le président, est-ce que M. Thompson pourrait envoyer sa réponse par écrit?

[Traduction]

Le président: Oui.

Si vous pouviez rédiger quelque chose, monsieur Thompson, nous vous en serions reconnaissants.

M. Duane Thompson: Oui, nous pouvons certainement vous fournir ces renseignements. Nous ferons cette recommandation.

Le président: Je m'excuse. Ce sont les règles du jeu.

Monsieur Drouin, vous disposez de cinq minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens à présenter mes excuses à ceux qui sont dans la salle. J'avais hâte de vous voir en personne, mais j'ai eu des problèmes de garde d'enfants ce matin et je suis sur le pont.

Madame Gowriluk, des Producteurs de grains du Canada, vous avez abordé plusieurs points. Étant donné que nous allons rédiger un rapport, lorsque vous dites que les agriculteurs doivent être reconnus, qu'entendez-vous par là?

Mme Erin Gowriluk: Je voulais dire qu'ils veulent que l'on reconnaisse les contributions directes qu'ils ont apportées sans en être tenus par la réglementation.

Il faut également reconnaître, pendant cette période et à l'avenir, qu'ils savent quelles pratiques d'exploitation s'avéreront efficaces et lesquelles ne le seront pas, lesquelles appliquer dans l'Ouest du Canada par rapport à celles que l'on suit dans l'Est du pays. Ils veulent participer à l'élaboration des politiques et des programmes, parce qu'ils sont prêts à en faire plus. Ils ont apporté des améliorations très évidentes dans ce domaine. Voilà pourquoi ils veulent que nous reconnaissons ce qu'ils ont accompli. Ils veulent participer à cette conversation, parce qu'ils savent exactement quelles pratiques il sera logique que chacun d'eux applique à son exploitation.

M. Francis Drouin: Je suppose que nous devons quantifier cette reconnaissance. Comment nous y prendrons-nous pour le faire?

Monsieur Thompson, vous avez soulevé quelques observations. Il est bien évident que nous n'enversons pas de vérificateurs gouvernementaux à la ferme pour prendre, par exemple, des échantillons de terre et de carbone. Disons que vous avez réduit un certain volume de vos émissions de carbone. Connaissez-vous d'autres technologies qui pourraient servir à réduire le fardeau administratif des agriculteurs tout en reconnaissant leurs contributions?

M. Duane Thompson: Comme l'a mentionné Mme Jackson — et elle pourra le confirmer —, oui, il existe certains produits. Il y a quelque temps, on a essayé de faire homologuer un produit qui réduirait le ballonnement que causent les légumineuses de pâturage. Plus nous laisserons pousser la végétation, plus nous capturons de carbone. Cependant, si les producteurs voient que cette végétation nuit à leurs animaux, ils ne la sèmeront pas. Cette solution est toutefois prometteuse.

Madame Jackson, vous pourriez peut-être nous décrire une autre solution possible?

Mme Fawn Jackson: Je vous dirais qu'au lieu de nous concentrer sur de menus détails, nous devrions aborder les problèmes plus généraux. Nous perdons des pâturages à un rythme qui cause d'énormes répercussions. Nous voudrions élaborer un plan d'aménagement du territoire qui renverse cette tendance. Nous savons qu'en tout premier lieu, il faudra équilibrer les programmes de gestion des risques de l'entreprise. Ensuite, nous pourrions penser aux servitudes à terme, aux programmes de cultures fourragères vivaces et à d'autres outils. À mon avis, nous devons vraiment penser à grande échelle si nous voulons atteindre notre objectif de 2030, qui est de conserver nos pâturages.

Je vous dirai honnêtement que cet objectif nous pose d'énormes défis et que nous avons grand besoin de l'aide du gouvernement.

M. Francis Drouin: Comme vous le savez, la planification de l'aménagement du territoire relève de la province. Les provinces s'en inquiètent-elles? Avez-vous plus de succès dans certaines provinces que dans d'autres? La province planifie entièrement l'aménagement du territoire, mais quel rôle le gouvernement fédéral devrait-il jouer à cet égard?

Mme Fawn Jackson: Oui, et nous avons vraiment besoin d'inviter tous les intervenants à la table, parce que les changements que l'on apporte à l'utilisation des terres dépendent de l'interaction entre diverses politiques. Par exemple, quelles sont les conséquences d'une politique fédérale sur les biocarburants? Si certains secteurs n'ont pas un accès égal aux programmes de gestion des risques de l'entreprise ou de gestion neutre sur le plan de la production, quelles en sont les conséquences? Nous demandons que l'on réunisse ces différents intervenants à la table parce que, comme

vous l'avez dit à juste titre, les provinces jouent un rôle très important à cet égard.

Nous parlons beaucoup de la conversion des pâturages, mais il faut vraiment examiner cette question du point de vue des pertes agricoles. Selon le dernier recensement, nous avons perdu 1,4 million d'acres de terres agricoles. Il s'agit d'un problème très grave qui entrave les résultats environnementaux et la sécurité alimentaire mondiale.

• (1155)

M. Francis Drouin: Excellent. Merci.

Il ne me reste qu'une dizaine de secondes, alors je vais remercier tous nos témoins. Je sais que le rôle de votre secteur est vital. Nous avons des divergences d'opinions et nous nous efforçons de les surmonter, mais nous nous entendons sur un bien plus grand nombre de faits. Votre secteur accomplit un excellent travail.

[Français]

Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Drouin.

Nous passons maintenant à M. Perron.

[Français]

Vous avez la parole pour deux minutes et demie.

M. Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Si vous êtes d'accord, madame Gowriluk, nous allons finir le tour de table de tout à l'heure.

Pourriez-vous nous donner rapidement votre point de vue sur la décentralisation nécessaire et sur le fait que les sommes doivent être mises à la disposition des producteurs?

[Traduction]

Mme Erin Gowriluk: Je suis certaine que nous appuierions cette vision, comme en témoigne notre engagement à l'égard de la route vers 2050. La feuille de route que nous cherchons à élaborer a déjà servi dans le passé.

Son approche serait très semblable à celle qui a été élaborée par les agriculteurs du Royaume-Uni. Elle fournirait les recommandations concrètes des agriculteurs afin de fournir au gouvernement une orientation claire. Elle lui indiquerait premièrement là où il se trouve un plus grand potentiel — là où les agriculteurs canadiens savent qu'ils peuvent en faire plus — et, deuxièmement, elle lui signalerait les obstacles qui entraveraient leur participation. Par exemple, pourquoi les agriculteurs de l'Ouest canadien ne pratiquent-ils pas plus la culture de couverture? Que faire pour encourager cette pratique? Faut-il investir davantage dans la recherche, par exemple?

Cette feuille de route propose au gouvernement une orientation pour l'affectation des fonds ainsi que pour les politiques et les programmes et elle sert à placer les agriculteurs au centre des débats.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Madame Jackson, vous avez parlé de la préservation des pâturages et de la perte de terres agricoles. Selon vous, si l'on trouvait une façon de mesurer la performance écologique des terres, serait-on obligé de se rendre sur chacune d'elles pour prendre cette mesure séparément? Toujours en conservant l'approche du cas par cas, on pourrait peut-être établir la performance agricole sur le plan des émissions de carbone pour un type de sol donné ou une région donnée.

J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet.

[Traduction]

Mme Fawn Jackson: Oui, je pense vraiment que nous pouvons mesurer cela de façon plus générale, parce que cela stimulera la mise en œuvre des changements nécessaires. Ensuite, nous pourrions entrer dans les détails, en indiquant peut-être l'habitat d'une espèce particulière ou en accroissant la conservation des milieux humides dans une certaine région. Il faudra peut-être affiner l'infrastructure qui soutient cela, comme le programme de certification durable du bœuf, auquel sont actuellement soumis 17 % de nos producteurs de bœuf.

Ces outils nous permettraient de nous concentrer sur des détails très précis. Quant à la perte de terres, il sera crucial de maintenir ces mesures à un niveau plus général pour obtenir des solutions à court terme. Comme le recommande l'article de Nature United, d'ici à 2030, nous devons faire cesser la conversion des terres.

Le président: Merci, madame Jackson.

[Français]

Merci beaucoup, monsieur Perron.

Je cède maintenant la parole à M. MacGregor.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Madame Gowriluk, les discussions sur le projet de loi C-234 seront très semblables à celles que nous avons tenues sur le projet de loi C-206 lors de la législature précédente. Je me souviens que quand le Comité a été saisi de ce projet de loi, nous avons entendu des témoins, des gens qui s'occupaient de la technologie, qui nous ont dit qu'il faudrait probablement au moins 10 ans avant que les solutions de remplacement du propane et du gaz naturel soient commercialement viables.

Nous avons également entendu un témoin dans le cadre de cette étude qui a mis le Comité en garde contre les systèmes qui retirent des champs les résidus de plantes et de récoltes pour les utiliser comme carburants, parce qu'ils sont très importants, selon elle, pour augmenter la séquestration du carbone dans le sol.

Quelle que soit la solution choisie, il faudra faire des compromis.

Est-ce que certains de vos membres ont commencé à utiliser d'autres systèmes? Voudraient-ils que le gouvernement fédéral fasse plus de recherche dans ce domaine? Je sais que malgré son prix élevé, avec ou sans la taxe sur le carbone, le gaz naturel demeure une source de carburant très volatile sur les marchés internationaux, de sorte que les agriculteurs ne jouiront pas toujours de la stabilité qu'ils désirent.

Qu'en pensez-vous?

• (1200)

Mme Erin Gowriluk: C'est tout à fait vrai. Merci beaucoup de me poser cette question.

Comme je l'ai dit dans mes observations préliminaires, lorsque nous avons consulté nos membres pour préparer notre comparution d'aujourd'hui, ils ont surtout mentionné l'efficacité et les économies de coûts. Bon nombre des pratiques qu'ils ont adoptées favorisent l'environnement, mais elles sont tout à fait sensées sur le plan des affaires. Si vous leur proposez une solution de remplacement du gaz naturel et du propane, qui coûtent de plus en plus cher, les agriculteurs l'adopteront, mais il faudra qu'elle leur permette de faire des économies et qu'elle soit efficace.

Quant à savoir si de nombreux agriculteurs qui sèchent du grain utilisent actuellement une solution de rechange au gaz naturel et au propane, la réponse est non. Il n'en existe pas encore.

Je crois que c'est la raison pour laquelle le projet de loi C-234 reçoit l'appui de l'ensemble du secteur et non uniquement celui des producteurs de grains. Nous reconnaissons qu'il ne nous permettra pas d'atteindre son objectif stratégique, qui est d'encourager un changement de pratiques et de permettre aux agriculteurs canadiens d'utiliser des sources de carburant de remplacement. Il n'existe tout simplement pas de solution de rechange actuellement pour le séchage du grain.

Le président: Merci, madame Gowriluk.

Merci, monsieur MacGregor. Malheureusement, votre temps est écoulé. Cela met fin à notre premier groupe de témoins.

Chers collègues, je ne le fais pas souvent, mais je vais poser une question rapide à M. Thompson.

Vous venez de la Saskatchewan, et j'ai eu le privilège d'y aller il y a quelques semaines. J'ai rendu visite à l'un de vos collègues, M. Scott Greiner, près d'Indian Head.

Notre conversation sur la gestion des terres et sur les pressions que subissent les agriculteurs quand ils choisissent leurs cultures m'a stupéfié. Certaines exploitations agricoles sont mixtes, mais nous savons que les prix des produits de base sont actuellement à la hausse. Il m'a parlé de certains marécages et milieux humides et de la pression inhérente exercée pour qu'on les maximise encore plus en choisissant les cultures.

Le gouvernement avait annoncé des programmes de préservation des terres humides. Nous savons qu'il a conclu des partenariats avec Canards Illimités. Pouvez-vous nous dire si ces programmes sont utiles aux agriculteurs, qu'ils soient éleveurs de bétail comme vous, ou cultivateurs?

Ces programmes sont-ils efficaces? Comment pouvons-nous les faire progresser, surtout compte tenu des pressions qui s'exercent pour préserver les terres humides et les pâturages?

M. Duane Thompson: On exerce de fortes pressions sur la conversion de tous les acres qui peuvent produire des cultures annuelles de grande valeur. Comme l'ont mentionné certains autres témoins, l'agriculture est un secteur où les enjeux sont très élevés. Les entrées et les sorties d'argent sont énormes. Par conséquent, lorsque les producteurs voient des terres qui pourraient éventuellement leur rapporter quelques dollars de plus, ils cherchent vraiment à en tirer le maximum.

Il est vraiment important de bien gérer certaines de ces terres, parce qu'il vaut mieux en préserver une bonne partie sous forme de terres humides et d'en protéger l'habitat. Il faudrait rédiger une politique et beaucoup réfléchir pour dire, d'accord, vous pourriez en cultiver quelques acres, mais voici ce qu'ils valent sous forme de milieux humides ou de pâturages. Lorsqu'on parcourt l'Ouest du Canada en voiture, on remarque énormément d'acres qui ne devraient pas être cultivés. On devrait les convertir en couverture végétale vivace, comme l'a dit Mme Jackson.

Il est vraiment important d'y réfléchir. Je dirais qu'il y a probablement des millions d'acres que l'on pourrait utiliser pour ce genre de couverture.

Le président: Merci, monsieur Thompson.

Chers collègues, je vous remercie d'avoir fait preuve d'indulgence.

Je remercie nos témoins. Madame Miller, madame Gowriluk, monsieur Thompson et madame Jackson, je vous remercie du temps que vous nous avez consacré aujourd'hui.

Chers collègues, nous allons nous arrêter quelques instants pour permettre aux nouveaux témoins de s'installer, puis nous reprendrons tout de suite afin de réserver un peu de temps pour les questions.

• (1200) _____ (Pause) _____

• (1205)

Le président: Chers collègues, nous reprenons nos travaux.

Merci, madame la greffière, d'avoir installé rapidement les nouveaux témoins.

Nous allons passer directement aux déclarations préliminaires afin de pouvoir passer aux questions, puisque le vote est imminent.

Aujourd'hui, je suis heureux d'accueillir M. Eric Toensmeier, directeur du Perennial Agriculture Institute qui, je crois, est associé à l'Université Yale, bien que cela ne figure pas dans mes notes. Nous accueillons aussi M. Rod MacRae, qui travaille à la Faculté des changements environnementaux et urbains de l'Université York, et M. Ryan Cullen, entrepreneur en agriculture à petite échelle et urbaine, City of Greens Farm.

Chacun de vous dispose de cinq minutes pour faire une déclaration préliminaire, alors commençons sans plus tarder.

Monsieur Toensmeier, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Eric Toensmeier (directeur, Perennial Agriculture Institute): Merci, mesdames et messieurs les députés.

J'espère vous faire part aujourd'hui de mon expérience d'ancien agrégé supérieur de recherche pour le projet Drawdown et de chercheur sur l'atténuation des changements climatiques en agriculture. Mes connaissances portent sur la science et sur les pratiques. Je m'en remets à vous pour l'aspect politique.

Les changements climatiques font penser à un évier de cuisine qui déborde. Les émissions sont l'eau qui s'écoule du robinet, mais qui finit par se déverser sur le plancher. La première chose à faire est de fermer le robinet. En le fermant, on réduit les émissions. Il faut ensuite nettoyer le plancher détrempé. C'est la séquestration du carbone. Les deux approches sont nécessaires, et ni l'une ni l'autre ne suffit à elle seule.

En agriculture, nous avons plusieurs méthodes d'atténuation.

La première consiste à réduire la demande. Par exemple, on cherche à réduire le gaspillage alimentaire et l'on encourage les régimes alimentaires contenant des aliments dont la culture produit de faibles émissions et exige moins de terres. Cependant, les aliments peuvent avoir des effets positifs ou négatifs selon la façon dont ils sont produits.

Vient ensuite la réduction des émissions créées par la production agricole elle-même.

Notre troisième méthode vise à éliminer l'excédent de dioxyde de carbone de l'atmosphère pour le séquestrer dans le sol et dans la biomasse. On appelle ce processus la séquestration du carbone. En augmentant la productivité des terres agricoles, nous contribuons à réduire les pressions de la déforestation. Ce processus s'appelle l'intensification durable.

Enfin, la chaîne d'approvisionnement est une source importante d'émissions, car elle comprend le transport, la transformation, la vente au détail et bien d'autres activités.

Chacune de ces approches est importante. Ensemble, elles sont extrêmement efficaces.

Selon la FAO, les cinq principales sources d'émissions agricoles au Canada sont la conversion des terres, l'agriculture sur les sols tourbeux, la consommation d'énergie à la ferme, la fermentation entérique par la digestion du bétail et d'autres ruminants et les engrais synthétiques.

Le Canada dispose d'une excellente trousse de pratiques d'atténuation. J'aime beaucoup le programme de subvention aux Solutions agricoles pour le climat, car il cible les cultures de couverture, la gestion des nutriments, les brise-vent et le pâturage par rotation. Ce sont toutes d'excellentes priorités.

Nous disposons d'un certain nombre d'autres outils pour gérer les principales sources d'émissions, comme la limitation de la conversion des terres, la réhydratation des sols tourbeux, la conservation de l'énergie à la ferme et l'utilisation de fourrages à teneur élevée en tanins pour réduire le méthane. Le retour de la souveraineté des terres forestières aux peuples autochtones est également un outil puissant pour protéger le carbone forestier.

Quant à la séquestration du carbone, soulignons que certaines pratiques ont un impact à l'acre beaucoup plus élevé que d'autres. Elles ne sont pas toutes égales. En général, plus il y a d'arbres, plus il y a de carbone. C'est pourquoi les pratiques agroforestières qui intègrent les arbres aux cultures et au bétail sont particulièrement efficaces.

La séquestration du carbone a toutefois certaines limites. Elle ralentit considérablement au bout de plusieurs décennies, et le carbone retenu est souvent libéré par des catastrophes climatiques ou par un retour aux pratiques agricoles antérieures.

Pour revenir à l'image de l'évier qui déborde, le seau de la vadrouille n'est pas très grand, et il arrive qu'on le renverse. La séquestration du carbone est essentielle, mais ce n'est pas la seule méthode à appliquer.

De nombreuses méthodes de réduction des émissions sont nouvelles et n'ont été créées qu'à des fins d'atténuation. Ce n'est cependant pas le cas de la séquestration du carbone. On choisit ces méthodes parce qu'elles sont bonnes pour la ferme et pour l'environnement qui l'entoure. Elles offrent de nombreux autres avantages, comme l'adaptation aux changements climatiques, ce qui est essentiel, car même si aucune ferme ne peut à elle seule atténuer tous les changements climatiques, chaque ferme doit résister aux nouvelles conditions dans lesquelles elle est exploitée.

Les agriculteurs canadiens font face à des précipitations toujours plus intenses, ce qui accélère l'érosion. Bon nombre de ces pratiques de séquestration du carbone réduisent l'érosion. Entre autres avantages, elles améliorent toutes les matières organiques du sol, ce qui accroît beaucoup la capacité de rétention d'eau du sol et augmente la résilience à la sécheresse.

Le projet de loi d'initiative parlementaire C-203, Loi concernant la conservation et la santé des sols, créerait une stratégie nationale visant à accélérer considérablement l'adoption de méthodes de séquestration du carbone dans le sol et à aider les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques.

Encore merci. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

● (1210)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. MacRae, pour cinq minutes.

M. Rod MacRae (professeur agrégé, Faculté des changements environnementaux et urbains, York University, à titre personnel): Merci beaucoup de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui.

J'exhorte le Comité à examiner la façon dont on peut améliorer la mise en œuvre de nos politiques. L'amélioration de l'environnement nous met face à des difficultés de mise en œuvre dans le système alimentaire et agricole canadien. C'est un problème qui dure depuis des décennies. Il résiste à tous les ordres de gouvernement, à tous les partis au pouvoir, aux élus, aux fonctionnaires, et à leurs systèmes. Personne ne semble vouloir s'y attaquer, et j'espère que vous le ferez. Compte tenu de ce qui est en jeu et du potentiel de l'agriculture canadienne pour contribuer à la durabilité environnementale, il semble que ce soit un moment propice au changement.

Les nobles aspirations et les bons énoncés de politique sont nombreux, et dans certains cas, nous avons d'excellents objectifs, mais les instruments que nous utilisons ne nous permettront pas d'atteindre les objectifs de développement durable que nous avons établis pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Tous les principaux programmes pour la durabilité de l'environnement et l'agriculture souffrent du même genre de lacunes. Cela comprend le Partenariat canadien pour l'agriculture, le Fonds d'action à la ferme pour le climat et les solutions pour les changements climatiques. Ces problèmes tiennent essentiellement à ce que ces programmes sont en grande partie volontaires, axés sur les subventions ou les accords de contribution et qu'ils ne sont pas ciblés. Ils mettent l'accent sur les pratiques de gestion exemplaires et non sur la modification des systèmes. Ils se concentrent sur l'offre sans tenir compte de la demande, et leur volet de planification de la transition est limité.

Ces instruments ne conviennent pas à l'ampleur des défis que nous avons à relever. Nous devons améliorer nos choix d'instruments, nos conceptions, nos processus de demande et notre intégration. Je donne davantage de détails concernant des modèles plus ap-

propriés sur mon site Web de recherche. La greffière a le lien vers ce site.

Je vous remercie de m'avoir à nouveau invité. Je me réjouis de participer à la discussion.

Le président: Merci, monsieur MacRae.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Cullen pour cinq minutes.

M. Ryan Cullen (entrepreneur en agriculture à petite échelle et urbaine, City of Greens Farm, à titre personnel): Bonjour et merci de me donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Ryan Cullen. Je gère une petite ferme diversifiée de 10 acres. Nous cultivons surtout des légumes maraîchers de façon intensive, mais nous intégrons des systèmes d'élevage à petite échelle et des systèmes de petits arbres fruitiers et de noix dans un contexte rural et périurbain. J'ai également conçu et géré une petite ferme urbaine de haute technologie et à haut rendement dans un cadre scolaire, celui de notre collège local, tout en étant formé par des agriculteurs qui font partie des meilleurs spécialistes mondiaux des petites exploitations agricoles régénératrices. Je me consacre à la démonstration de la viabilité des petites exploitations agricoles régénératrices, à l'enseignement et à la formation d'une nouvelle génération d'agriculteurs et de cultivateurs et à la redéfinition des paradigmes de l'horticulture, de l'alimentation et de l'agriculture et de la façon dont ces pratiques s'intègrent à notre vie quotidienne.

Quel que soit le contexte de ces exploitations, je tiens à souligner l'importance des méthodes de gestion de certaines d'entre elles.

Sur notre ferme, la planification et la gestion sont holistiques et suivent les principes de l'agriculture régénérative, ce qui signifie que nous ne tenons pas uniquement compte de la façon dont notre base de ressources, nos décisions, nos systèmes de production et nos résultats influent sur nos résultats financiers, mais également de leurs effets bénéfiques sur notre environnement et sur les gens de notre collectivité. L'agriculture régénératrice consiste à gérer de façon holistique, de sorte que nous prenons des décisions qui ne sont pas seulement fondées sur les aspects économiques, mais qui tiennent également compte des répercussions et des bienfaits sociaux et environnementaux.

Le développement des sols, comme nous l'ont dit de nombreux témoins aujourd'hui, est également un élément important. Le sol a le pouvoir de séquestrer le carbone, de recycler les nutriments et de produire de la vie. Nous mettons l'accent sur les systèmes qui ne détruisent pas la santé des sols, mais qui l'améliorent, qu'il s'agisse de systèmes de cultures de couverture sans labour, sans pulvérisation d'herbicides et de pesticides ou de l'utilisation d'intrants organiques.

Nous essayons d'imiter les processus écosystémiques, de comprendre comment la nature fonctionne de manière globale, de reconnaître les lois et les modèles qui existent dans la nature et de comprendre comment nous pouvons utiliser la nature pour créer un créneau pour nos systèmes de production et nos économies. Nous essayons d'intégrer ces lois, ces modèles et ces systèmes à nos systèmes de production et à nos activités agricoles quotidiennes. Nous nous efforçons d'utiliser des intrants locaux pour une production locale, nous misons sur les économies circulaires en utilisant les déchets, en particulier les nôtres, comme ressources, et en intégrant nos systèmes pour que les intrants de la ferme proviennent de la ferme.

Nous mettons l'accent sur les infrastructures mobiles et évolutives qui sont peu technologiques, novatrices, efficaces sur le plan énergétique et qui emploient des technologies utiles aux coûts d'investissement faibles et avec une utilisation minimale des combustibles fossiles. Nous investissons dans la gestion et l'information, et non pas dans des infrastructures coûteuses comportant des investissements élevés.

Notre modèle repose sur la vente directe aux consommateurs et il est certifié par nos clients. Nous respectons et dépassons largement les normes biologiques, mais nous ne croyons pas que nous devrions avoir à payer pour la certification afin de démontrer que nos produits sont sûrs et de haute qualité. Nous maintenons la transparence sur nos méthodes et notre travail en invitant le public et nos clients à faire partie de l'expérience, à voir comment leurs aliments sont cultivés, à comprendre comment nous travaillons et en éduquant les gens sur la provenance de leurs aliments. Nous essayons de placer la ferme au centre de la communauté et d'en faire une partie intégrante du tissu social.

Nous sommes régénérateurs sur les plans écologique, social et économique. Nous essayons de créer de multiples formes de capital, pas seulement des formes économiques. Nous essayons de créer une base de ressources qui soit en harmonie avec la nature, la société et avec nous-mêmes. Nous voulons qu'elle soit durable, viable et résiliente. Si nous voulons que les exploitations agricoles soient régénératrices, nous devons viser un triple résultat qui nous permettra de maintenir sur le même plan nos activités, la régénération de la terre et la satisfaction de nos clients.

Ce dont nous avons besoin en agriculture, ce sont des systèmes de production à différentes échelles adaptés à leur contexte. Qu'il s'agisse de 1 000 acres en Saskatchewan ou d'un quart d'acre en ville, nous avons besoin de systèmes intégrés qui imprègnent le tissu social de nos vies, produisent des aliments de grande qualité pour les gens et les cultivent localement grâce à des emplois accessibles et adaptés à la population locale. Nous avons besoin de systèmes qui régèrent notre paysage, nos villes et nos campagnes et qui sont intégrés aux collectivités, aux économies et aux environnements dans lesquels nous vivons aujourd'hui.

De tels systèmes existent déjà et sont mis en pratique. Des systèmes de production qui sont des modèles agricoles viables et qui utilisent des technologies utiles. Nous devons promouvoir ces systèmes et ces modèles et favoriser les intrants et les débouchés locaux, créer des emplois sur place à partir d'une main-d'œuvre locale qualifiée et intégrer ces systèmes dans nos collectivités et nos économies locales. Nous devons adopter une approche holistique qui soit régénératrice, et c'est ce que nous essayons de faire.

Merci.

• (1215)

Le président: Merci, monsieur Cullen.

Pour la gouverne de nos témoins, nous attendons un vote de procédure à la Chambre et la sonnerie pourrait retentir vers 12 h 30, heure de l'Est. Nous avons la permission de continuer environ 15 minutes après la sonnerie, alors nous devrions pouvoir faire un tour complet de questions. Chers collègues, si vous voulez partager votre temps de parole, c'est votre prérogative.

Nous allons commencer par les conservateurs. Je crois que M. Falk est le premier intervenant.

La parole est à vous.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de leurs exposés de ce matin, qui étaient très intéressants. Nous allons essayer d'obtenir un peu plus d'information.

J'aimerais commencer par M. Toensmeier.

Vous avez parlé d'accroître la productivité. Avez-vous des exemples précis de la façon dont il serait possible de le faire?

M. Eric Toensmeier: Ce qui est intéressant à ce sujet, c'est qu'il y a peut-être des centaines de façons différentes de le faire. Cela va d'une approche très conventionnelle consistant à accroître l'utilisation d'engrais et la lutte antiparasitaire intégrée, etc. à l'intégration des arbres aux cultures afin de pouvoir produire du bois d'œuvre et des cultures sur la même terre. Sur 100 acres, on pourrait produire ce qui nécessiterait 130 ou 140 acres en cultures séparées.

Il y a de nombreuses façons de le faire.

• (1220)

M. Ted Falk: D'accord. J'aimerais revenir à un commentaire que vous venez de faire au sujet d'un recours accru aux engrais.

En ce qui concerne l'agriculture, une partie de l'objectif du gouvernement est de réduire de 30 % l'utilisation d'engrais, pourtant il a aussi indiqué dans le dernier budget qu'il voulait faire passer nos exportations agricoles de 55 à 85 milliards de dollars par année.

Est-ce une aspiration réalisable?

M. Eric Toensmeier: J'imagine que cela poserait des problèmes.

Pour ce qui est de l'augmentation de l'utilisation des engrais, cela s'applique davantage aux régions où ils sont sous-utilisés, ce qui n'est pas le cas dans la plus grande partie de l'Amérique du Nord. Je travaille à l'échelle mondiale, alors j'ai peut-être mal formulé ma remarque.

M. Ted Falk: Vous avez aussi parlé d'une modification de la demande alimentaire. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

M. Eric Toensmeier: Certainement. Il est clair que certains aliments ont tendance à produire beaucoup plus d'émissions que d'autres, à la fois directement pendant leur production et indirectement en utilisant plus de terres que d'autres cultures. Si l'on peut modifier le régime alimentaire dans une certaine mesure en faveur de certains de ces aliments à faibles émissions, cela peut réduire les émissions de l'agriculture.

C'est en quelque sorte une approche axée sur la demande, et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat s'intéresse de plus en plus à cette approche, par exemple. Cela semble être un élément vraiment important de l'ensemble.

L'une des façons de le faire serait de simplement changer le type de nourriture qui est servi dans les écoles.

M. Ted Falk: Merci.

Monsieur Cullen, j'aimerais vous poser quelques questions également.

Vous cultivez 10 acres. Vous dites que vous approvisionnez le marché local. Qu'entendez-vous par « local »?

M. Ryan Cullen: Nous sommes juste à l'extérieur d'un centre urbain. Si vous connaissez la région de Durham—Oshawa, Whitby, Ajax, Pickering... Nous avons une ferme de 10 acres avec presque un acre de jardin maraîcher et nous pouvons nourrir de 150 à 200 familles par semaine.

Nous vendons nos produits dans les marchés agricoles locaux de la ville. Nous avons des partenariats avec des entreprises locales qui nous permettent de nous adresser directement à nos consommateurs. Nous invitons les gens de notre collectivité à venir à la ferme pour voir ce que nous faisons, pour découvrir comment nous cultivons et pour acheter nos produits directement sur place. Nous avons une relation très directe avec le consommateur.

M. Ted Falk: Vous dites que votre ferme répondrait entièrement aux besoins alimentaires de 150 à 200 familles pendant une semaine.

M. Ryan Cullen: Pas tout à fait.

À l'heure actuelle, nous cultivons des légumes. Nous nous spécialisons dans les salades vertes et les légumes maraîchers. Nous avons aussi des œufs. À l'heure actuelle, nous n'élevons pas de bétail, alors notre ferme ne produit pas de viande, de produits laitiers ou quoi que ce soit de ce genre. Nous fournissons des légumes, des œufs frais de la ferme, du miel et ce genre de choses chaque semaine.

M. Ted Falk: D'accord.

Avez-vous un moyen de maintenir ces produits pendant l'hiver?

M. Ryan Cullen: À l'heure actuelle, nous ne le faisons pas parce que nous n'avons pas installé de serres, mais nous prévoyons de prolonger la saison de croissance grâce à des systèmes de serres à faible coût qui n'exigent pas beaucoup de chaleur pendant l'hiver. C'est ce que nous sommes en train de faire.

M. Ted Falk: C'est très bien.

Vous avez beaucoup parlé d'« agriculture régénératrice ». Pouvez-vous me donner un exemple de ce que vous faites du point de vue de la régénération?

M. Ryan Cullen: Nous avons pris ce qui était essentiellement un acre d'herbe ou de pelouse qu'il fallait tondre, et nous y avons construit une exploitation maraîchère bio-intensive. Nous ne labouons pas le sol. Nous ajoutons du compost de haute qualité. Nous cultivons des cultures de couverture entre les cultures annuelles. Ces cultures de couverture aident à développer le sol tout en fournissant des nutriments et de la vie dans le sol qui nous aident à cultiver nos cultures maraîchères annuelles.

Nous mettons vraiment l'accent sur la récolte et le recyclage des nutriments sur place. Nous captons et stockons toute notre eau dans des étangs et des systèmes de dérivation, puis nous utilisons ces intrants pour irriguer notre ferme. À l'heure actuelle, nous intégrons les poulets et les poules pondeuses, nous utilisons les déjections de ces poules pour produire et mettre au point notre propre compost afin de ne pas avoir à dépendre de sources externes.

• (1225)

M. Ted Falk: Très bien.

Monsieur le président, je crois que mon temps est écoulé.

Le président: Il vous reste 10 secondes, mais je vous remercie d'avoir respecté le temps qui vous était alloué et merci de vos questions.

Monsieur Turnbull, vous avez la parole.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Merci à tous nos témoins d'être ici aujourd'hui. C'est vraiment formidable. Je tiens particulièrement à féliciter Ryan Cullen d'être ici. C'est un résident de la région de Durham et un champion de l'alimentation dans notre collectivité.

Monsieur Cullen, je vais commencer par vous. Pour ce qui est de l'agriculture à petite échelle et bio-intensive utilisant — selon vos propres mots — des méthodes holistiques et régénératrices, je crois que vous avez dit dans votre déclaration préliminaire qu'une petite exploitation agricole utilisant ces méthodes est très viable. Est-ce bien cela?

M. Ryan Cullen: Oui, absolument. Pour vous donner quelques chiffres, un jardin d'un acre devrait nous permettre de produire suffisamment de nourriture pour 50 à 100 personnes. Sur le plan économique, nous pouvons générer chaque année des cultures maraîchères d'une valeur de plus de 100 000 \$ avec des marges de 40 à 60 %, selon la compétence du producteur, le coût des intrants et des choses de ce genre.

Oui, ces exploitations sont viables, nous gagnons bien notre vie et employons un petit nombre de personnes correspondant à notre échelle.

M. Ryan Turnbull: Merci.

Pour ce qui est du prolongement de la saison, nous nous sommes déjà rencontrés, et vous m'avez montré une serre qui fonctionne à l'énergie géothermique. Je sais que les serres sont difficiles à maintenir et qu'elles coûtent cher en intrants, mais si nous utilisons de l'énergie renouvelable... Selon vous, cette serre a-t-elle été un succès?

M. Ryan Cullen: Oui, tout à fait. Nous avons construit une serre solaire passive à l'aide d'une serre rigide standard. Nous avons commencé la culture au cœur de l'hiver et nous avons réussi à maintenir des températures supérieures à 0 °C en stockant toute la chaleur dans le sol au moyen de thermopompes et de géothermie enterrée comme source de chaleur et puits de chaleur. Chaque semaine nous avons pu y produire des salades vertes, tout au long de l'hiver.

À l'avenir, c'est vraiment là, surtout avec le climat froid du Canada, que nous devons concentrer une partie de notre innovation et de notre technologie. Nous cultivons toute l'année des cultures que nous ne cultiverions pas sinon. Nous pouvons être moins dépendants des importations grâce à une technologie très simple et des systèmes de serre qui existent déjà. L'utilisation de technologies comme les systèmes géothermiques et de CVCA issues d'autres industries et leur couplage avec des serres nous permettent de cultiver toute l'année et d'être viables.

M. Ryan Turnbull: Merci, monsieur Cullen.

Monsieur MacRae, je vais maintenant m'adresser à vous. J'ai remarqué sur votre site Web que vous avez parlé de la nécessité de passer de ce que vous appelez des stratégies à l'étape de l'efficacité à des stratégies de substitution et de refonte.

Pourriez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là?

M. Rod MacRae: Oui, il y a un cadre de transition qui doit habituellement être appliqué à tout type de processus de changement. Une partie de notre problème vient du fait que nous ne réfléchissons pas souvent à la transition. L'idée ici est de commencer par des changements relativement simples qui améliorent l'efficacité des processus en général. Ce n'est que la première étape, parce qu'à long terme, nous devons commencer à substituer certains types de processus et de pratiques à ceux qui ne fonctionnent pas très bien.

La troisième étape, celle de la refonte, est l'étape où nous intérons vraiment beaucoup d'idées écologiques, et les autres témoins ont parlé de certaines de ces dimensions. Nous utilisons ces principes et pratiques écologiques pour revoir la façon dont nos divers systèmes fonctionnent. C'est vraiment un processus en trois étapes.

De toute évidence, l'étape de la substitution est plus complexe et prend plus de temps à mettre en œuvre. La refonte est encore plus complexe, mais si nous avons la transition à l'esprit dès le début, il est plus facile d'imaginer comment les choses pourraient se dérouler d'une façon raisonnablement évolutive sans trop de rupture.

M. Ryan Turnbull: Merci, monsieur MacRae.

Si l'on peut lutter contre les changements climatiques à la ferme, et je crois que M. Cullen nous confirme que c'est possible, quels sont les principaux changements de politique, monsieur MacRae, qui sont nécessaires pour inciter les agriculteurs à adopter les bons comportements?

M. Rod MacRae: Je pense que nous avons besoin de services consultatifs de transition partout au pays. De toute évidence, les provinces ont un rôle important à jouer à cet égard, mais, grâce au Partenariat canadien pour l'agriculture, le gouvernement fédéral a l'occasion, surtout à cette étape des négociations, de promouvoir et d'aider à financer ces services consultatifs de transition. Ils sont très efficaces en Europe. C'est un élément clé.

Je pense que le scénario de régime alimentaire durable que mon collègue a mentionné est également très important. Autrement dit, les agriculteurs veulent produire des choses que les consommateurs voudront manger, et si les consommateurs demandent des choses qui cadrent avec un régime alimentaire durable, ce sera évidemment une sorte d'incitatif fondé sur le marché.

Une autre chose qui, à mon avis, sera très importante à l'avenir et qui a également été utilisée très efficacement dans d'autres pays, ce sont les paiements de transition parce que, pour beaucoup de producteurs, la période de transition est la plus risquée sur le plan financier. Aider à financer cette phase de transition pendant qu'ils profitent de ces services consultatifs de transition est une autre dimension clé du processus.

• (1230)

M. Ryan Turnbull: Monsieur MacRae, sur votre site Web, vous parlez de l'importance de la matière organique du sol et de la nécessité de remplacer une partie des engrais à base d'azote ou de les éliminer graduellement d'une façon qui convient à l'industrie agricole.

Avez-vous une idée de la façon dont nous pourrions intégrer cela dans la politique?

M. Rod MacRae: L'un des problèmes, à l'heure actuelle, comme je l'ai mentionné au début, c'est que la conception de nos programmes n'est pas vraiment fondée sur l'adoption de systèmes.

Par exemple, vous avez le genre de système de M. Cullen. Nous n'encourageons pas vraiment ce genre de processus de transition, or

il y a de nombreuses façons de le faire. Il peut y avoir des paiements directs. Nous pouvons utiliser différents types d'incitatifs fiscaux. Bien sûr, certains d'entre eux seront administrés par d'autres ordres de gouvernement, et c'est pourquoi il est essentiel de mieux intégrer les politiques. Il existe de nombreux instruments qui peuvent être utilisés pour créer ce genre d'incitatifs.

Le président: Merci, monsieur MacRae.

Je m'excuse. Le temps est écoulé.

Merci, monsieur Turnbull.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui afin de nous livrer leurs importants témoignages.

Monsieur MacRae, j'aimerais vous laisser poursuivre, car vous êtes sur une belle piste. Vous venez de mentionner qu'il n'y a pas suffisamment de mesures incitatives, que la transition se fera à long terme et qu'il faut maintenir les mesures incitatives.

Je ne sais pas si vous avez entendu ce qui a été dit par le premier groupe de témoins. Si on récompensait chaque innovation faite sur les exploitations agricoles par un montant d'argent qui serait à la disposition des entrepreneurs que sont les producteurs agricoles, ces derniers pourraient utiliser ce montant pour mettre en œuvre une prochaine innovation. Ainsi, on viserait une amélioration constante de la performance environnementale. Pensez-vous que ce serait un bon modèle?

[Traduction]

M. Rod MacRae: Oui, je pense que c'est un bon modèle.

Le principe des paiements de transition est qu'il ne s'agit pas d'un processus à long terme. Il s'agit habituellement de paiements de transition au cours d'une période de trois ans, et parfois ces paiements peuvent être réduits au fil du temps.

L'idée des paiements de transition n'est pas de remplacer complètement ce que le marché peut offrir aux agriculteurs. Il s'agit plutôt d'éliminer certains des éléments les plus risqués du processus de transition, et une fois la transition terminée, de nombreux agriculteurs sont bien mieux placés pour profiter de ces débouchés.

[Français]

M. Yves Perron: Recommanderiez-vous au Comité que ces sommes soient décentralisées et qu'elles ne se trouvent pas nécessairement dans des programmes dictés par le gouvernement? Ainsi, les producteurs pourraient, à l'avenir, bénéficier de ces sommes pour apporter une nouvelle amélioration, laquelle serait à son tour reconnue, évaluée et récompensée. Cela permettrait de garder le fonds disponible, un peu comme la façon dont fonctionne le programme Agri-investissement actuellement. Pensez-vous que ce serait un bon modèle?

[Traduction]

M. Rod MacRae: Il est très important que les paiements de transition soient associés à certains types de protocoles de durabilité reconnus et que ces protocoles soient authentifiés. Cela crée la confiance dont les consommateurs ont besoin.

Si vous adoptez cette approche intégrée dans laquelle l'agriculteur reçoit des conseils de transition de la part de ces services consultatifs de transition, qui devraient probablement être axés sur les provinces, compte tenu des exigences de celles-ci, et qu'il y a des paiements, ces paiements pourraient provenir de multiples sources. Nous avons déjà le modèle du Partenariat canadien pour l'agriculture, qui est un modèle FPT, alors l'argent pourrait provenir de différents endroits. Ensuite, si les agriculteurs sont eux-mêmes certifiés et peuvent identifier leurs produits sur le marché, cela me semble être un ensemble très solide et intégré.

• (1235)

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur Toensmeier, j'aimerais entendre votre point de vue là-dessus.

[Traduction]

M. Eric Toensmeier: C'est une question intéressante.

Il me semble qu'il n'y a pas de pratiques universelles. Je ne pense pas qu'il serait approprié d'obliger tous les agriculteurs à mettre en œuvre une pratique particulière, parce que chaque parcelle de terre est un peu différente et que les besoins, les marchés, etc. de chaque agriculteur sont également différents. Il me semble que, dans l'élaboration de la politique, il serait important de laisser aux agriculteurs la marge de manœuvre nécessaire pour qu'ils puissent jouer un rôle clé dans la détermination des pratiques qui leur conviennent et qui conviennent à leurs terres. Voilà mon avis.

Il pourrait aussi y avoir une sorte d'échelle de progression. Vous pourriez commencer par pratiquer la culture de couvertures, puis ajouter des brise-vent et continuer à ajouter d'autres pratiques au fil du temps. Il serait utile de mettre en place un mécanisme qui permettrait aux agriculteurs de continuer à augmenter leur impact sur le climat de cette façon.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur Toensmeier.

Monsieur Cullen, j'aimerais entendre votre opinion sur cette même question, s'il vous plaît.

[Traduction]

M. Ryan Cullen: Merci.

Tous les types d'incitatifs que nous pouvons offrir aux agriculteurs... Comme l'a dit M. Toensmeier, chaque ferme est différente; chaque contexte est différent. S'il y a un ensemble général de pratiques qui peuvent être décrites dans un cadre à l'intérieur duquel fonctionner, alors je pense que les agriculteurs comme moi peuvent identifier certaines pratiques et y contribuer, puis être récompensés pour cela.

Ce qui est important aussi, c'est une réduction de la paperasserie pour aider les agriculteurs comme moi à construire des serres dans certaines municipalités ou à utiliser différents types d'innovations et d'infrastructures qui ne seraient peut-être pas reconnues autrement. Il faudrait permettre une mise en œuvre plus facile sans les coûts des permis et des règlements, et ainsi de suite, et laisser aux agriculteurs plus de créativité et plus de possibilités dans différents contextes, surtout à quelqu'un comme moi, qui exploite une ferme en milieu urbain et périurbain.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur Cullen. J'ai bien compris votre intention. Dans le fond, vous trouvez qu'il faut que le système soit décentralisé. Cette idée fait donc l'unanimité.

J'ai une dernière question à vous poser. Vous avez parlé de l'agriculture biologique. Vous ne comprenez pas pourquoi vous devez payer pour obtenir la certification biologique. J'aimerais vous entendre en parler davantage, ainsi que du financement de la norme biologique, qui n'a pas été renouvelé par le gouvernement fédéral. Que pensez-vous de cela?

[Traduction]

M. Ryan Cullen: Bien sûr.

Comme je l'ai déjà dit, nous sommes certifiés par nos clients. Nos méthodes de culture sont très transparentes. Nous cultivons de façon organique. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'avoir un organisme de certification ou de réglementation qui nous dise comment cultiver au mieux. Je pense que nous sommes certifiés par nos clients. Nos méthodes de culture sont transparentes. Ils peuvent venir à la ferme et voir que nous ne pulvérisons pas de pesticides, que nous cultivons dans des sols organiques, que nous utilisons des intrants organiques et ils peuvent voir la façon dont notre ferme est exploitée. C'est au consommateur de décider.

Je pense que les coûts et le temps liés à l'obtention de la certification biologique ne sont tout simplement pas très logiques, surtout à certaines échelles.

Le président: Merci, monsieur Cullen.

Merci, monsieur Perron.

[Français]

La parole est maintenant à M. MacGregor.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais me joindre à mes collègues pour remercier tous nos témoins de nous aider dans cette étude.

Monsieur Toensmeier, j'aimerais commencer par vous.

J'ai beaucoup apprécié votre analogie entre les changements climatiques et un évier de cuisine — le robinet et l'eau qui déborde par terre. Je pense que nous sommes d'accord pour dire que le rôle le plus important de l'agriculture est probablement d'agir comme une serpillière, d'essayer de séquestrer l'excès de carbone que nous avons mis dans l'atmosphère.

Je vous remercie d'avoir salué mon projet de loi C-203. J'ai vraiment été très inspiré par ce que fait l'Australie. Dans ce pays les sols sont en général plus anciens et ils ne contiennent pas beaucoup de carbone. L'érosion provoque des pertes de plusieurs milliards de dollars de production agricole chaque année. Cela devenait une véritable crise nationale. J'aime aussi l'idée des Australiens d'établir un bureau du défenseur des sols, quelqu'un qui peut être en mesure de maintenir la pression sur le gouvernement et d'agir comme un lien entre l'opinion publique et les relations avec les intervenants, pour continuer à faire avancer ces politiques.

Vous êtes l'auteur d'un livre intitulé *The Carbon Farming Solution*. J'ai lu ce livre. J'ai vu de nombreux exemples de ce que font d'autres pays. Pour la gouverne de notre comité, pouvez-vous nous parler d'agroforesterie et de quelques exemples que vous citez dans ce livre, en dehors de l'Australie?

Pouvez-vous nous citer des pays qui mettent ces pratiques en œuvre de façon remarquable et dont nous pourrions peut-être nous inspirer?

• (1240)

M. Eric Toensmeier: Le premier serait la France. Elle a vraiment ouvert la voie en matière de recherche et de développement et d'agroforesterie, et elle s'est engagée à convertir un million et demi d'acres de terres cultivées en agroforesterie au cours des prochaines années.

Jusqu'à récemment le Brésil était un autre exemple remarquable où toutes les écoles publiques devaient acheter au moins 30 % de leur nourriture à des fermes qui fonctionnaient en agroforesterie en utilisant une méthode de production durable.

J'apprécie vraiment ce qui se fait au Mexique. Les éleveurs qui ont été subventionnés par le gouvernement fédéral parce qu'ils ne produisaient pas de façon efficace et rentable ont reçu les fonds nécessaires pour se convertir à un système sylvopastoral, dans lequel ils intègrent des arbres. Cela intensifie grandement la production là-bas. Ils ont une densité du bétail de deux à dix fois plus élevée dans ces systèmes sylvopastoraux intensifs, des émissions plus faibles et une séquestration de carbone plus élevée. Ensuite les agriculteurs n'ont plus besoin de subventions, parce qu'ils sont devenus plus rentables.

Ce ne sont là que quelques exemples.

Il y a aussi l'Australie. Il y a beaucoup à apprendre des efforts qui y sont entrepris. L'un de mes exemples favoris est la prise en charge des problèmes de brûlage de la savane en changeant le moment de l'année où les savanes sont brûlées. Ce faisant on gratifie, on reconnaît, on apprécie et on finance les collectivités autochtones sur place qui avaient l'habitude de gérer une grande partie de l'Australie par le feu de cette façon et on les intègre au système de paiement du carbone. Je pense que l'Australie est un excellent modèle pour le Canada à bien des égards.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Vous savez sans doute que le gouvernement fédéral s'est engagé à planter deux milliards d'arbres. Dans une vie antérieure, j'ai été planteur d'arbres, alors je mesure le travail qui sera nécessaire pour mettre tout cela en route.

Aimeriez-vous qu'une partie importante de cette initiative de plantation d'arbres soit davantage axée sur les arbres qui peuvent servir de combustible, fournir des fibres ou qui produisent des récoltes? Aimeriez-vous qu'une partie importante de ce programme soit consacrée spécifiquement à l'agriculture?

M. Eric Toensmeier: Oui, j'aimerais bien. Les taux de séquestration de carbone dans les fermes dans lesquelles sont intégrés des arbres sont de trois à cinq fois plus élevés que dans les fermes qui utilisent uniquement les systèmes de culture et de pâturage améliorés. Lorsque cela peut améliorer la rentabilité et la productivité, il est logique de le faire du point de vue du carbone.

Il y a aussi une réduction importante de l'oxyde nitreux attribuable à l'intégration des arbres dans les fermes. Leurs racines cap-

turent l'engrais qui autrement s'écoulerait et dégagerait des gaz d'oxyde nitreux.

Oui, je vous encouragerais fortement... et je serais ravi d'en parler plus longuement avec quiconque au gouvernement.

M. Alistair MacGregor: Il semble que notre comité pourrait faire une recommandation assez robuste à cet égard. Je vous en remercie.

Ma dernière question s'adresse au représentant de la ferme City of Greens. J'ai beaucoup aimé votre intervention sur les pratiques agricoles régénératrices.

Nous avons entendu le professeur MacRae, qui parlait d'encourager la transition vers l'agriculture régénératrice. Je me demandais si vous pouviez nous parler, d'après votre expérience, de ce que vous auriez souhaité, rétrospectivement, recevoir de la part du gouvernement fédéral pour vous aider à établir votre ferme.

M. Ryan Cullen: Merci. C'est une excellente question.

Habituellement, il n'y a pas beaucoup d'incitatifs pour ce qui est du financement ou de l'accès aux fonds, surtout pour les petits producteurs. Bon nombre des programmes mis au point par le gouvernement ou pour obtenir des capitaux sont généralement destinés aux grandes exploitations agricoles.

Pour les petits producteurs ou les producteurs à forte intensité biologique, il n'y a pas beaucoup de moyens d'accéder à des fonds ou à des capitaux pour démarrer. L'accès à la terre pour quelqu'un comme moi, qui ne vient pas d'un milieu agricole traditionnel ou d'une famille d'agriculteurs, est également très difficile. En raison des investissements très élevés, il est très difficile d'acquérir des terres et des biens immobiliers et d'exploiter une ferme. S'il était possible d'avoir accès à des capitaux pour les petits producteurs afin qu'ils puissent démarrer certaines de ces exploitations biointensives, ce serait formidable.

• (1245)

Le président: Merci, monsieur Cullen.

Merci, monsieur MacGregor.

Chers collègues, la sonnerie a commencé à retentir. Comme nous en sommes convenus précédemment, nous allons continuer durant une quinzaine de minutes, après quoi nous vous libérerons pour que vous ayez le temps de voter en personne.

Je vais passer au deuxième tour de questions, mais nous allons nous en tenir à quatre minutes pour les conservateurs et les libéraux, et à deux minutes pour le Bloc et le NDP.

Je crois que c'est au tour de M. Epp, pour quatre minutes, si vous voulez le temps supplémentaire. Allez-y.

M. Dave Epp: Oui. J'aimerais commencer par la ferme de Durham. Quelle est votre définition de « local »?

M. Ryan Cullen: Pour nous, il s'agit des environs immédiats. Dans la région de Durham — si vous la connaissez, vous le savez —, il y a Oshawa, Ajax et Pickering. Pour nous, c'est local.

Depuis l'endroit où nous sommes dans la municipalité, nous essayons de servir notre collectivité dans notre région. Il y a quelques millions de personnes. Notre petite ferme de 10 acres ne peut vraiment en alimenter que 150. Dans ce contexte, nous avons besoin d'un plus grand nombre de petites exploitations agricoles, de sorte que nous puissions alimenter plus de gens et faire de l'agriculture le centre de la collectivité.

J'aimerais voir plus de fermes urbaines, périurbaines et l'intégration de l'agriculture rurale et traditionnelle à des fermes plus urbaines, à petite échelle et bio-intensives en pleine ville, de sorte qu'au lieu de se rendre en voiture à Costco et dans de grandes surfaces, les gens puissent avoir accès à des produits locaux provenant de fermes qui soient à deux pas de chez eux.

M. Dave Epp: Merci.

Je vais vous demander de répondre rapidement. J'ai pris l'avion ce matin. J'ai apporté des poivrons et des concombres que j'ai achetés à un kilomètre de chez moi dans une serre. Ils ont été cultivés sans pesticide dans une installation de production de 100 acres. Est-ce que je mange local ce soir?

M. Ryan Cullen: Oui, je dirais que oui. Félicitations pour cet effort.

M. Dave Epp: Merci.

Monsieur MacRae, que pensez-vous du cadre réglementaire du Canada? Dans quelle mesure est-il réactif?

J'ai hâte de voir certaines technologies très prometteuses, comme l'édition génique. Le groupe de témoins précédent nous en a parlé ce matin. Pouvez-vous me dire ce que vous pensez de l'état de notre système de réglementation et de sa capacité d'adopter rapidement des technologies si prometteuses sur le plan environnemental?

M. Rod MacRae: Je pense que notre système de réglementation souffre encore de ses racines, si vous voulez. Bon nombre de nos règlements ont été conçus pour lutter contre la fraude. De toute évidence, la répression de la fraude est importante, mais, comme vous le dites, nous essayons désormais de comprendre comment soutenir certains types de transitions vers la durabilité, qu'elles s'appuient sur la gestion ou sur la technologie.

Comme je l'ai souligné, pour la plupart de nos instruments de programme, notre appareil réglementaire n'est pas encore à la hauteur du défi lorsqu'il s'agit de nous aider à avancer rapidement dans cette direction.

M. Dave Epp: Que faut-il pour cela?

M. Rod MacRae: C'est à cela que sert mon site Web. J'ai des centaines de propositions sur la façon dont nous devons changer toutes sortes d'instruments gouvernementaux à tous les paliers. Je vous invite à examiner mes propositions.

M. Dave Epp: Seriez-vous en faveur d'une approche très régionalisée pour la mise en œuvre de bon nombre des stratégies que vous avez décrites, en raison de la diversité de notre secteur agricole?

M. Rod MacRae: Oui. Notre dilemme tient en partie au fait que nous nous concentrons depuis trop longtemps sur l'exportation et pas assez sur la régionalisation. Nous n'avons pas fait grand-chose non plus dans le domaine de la substitution des importations. Ce sont des domaines critiques qui nécessitent beaucoup plus d'attention.

M. Dave Epp: Merci.

Ma question s'adresse au Perennial Agriculture Institute. Quelle est la place des légumes dans un système pérennisé?

M. Eric Toensmeier: Il y a beaucoup de légumes vivaces. J'ai écrit plusieurs livres à ce sujet. Bon nombre d'entre eux contiennent des quantités extrêmement élevées des nutriments pour lesquels les gens ont le plus de carences, dans des pays comme le Canada.

M. Dave Epp: Mon exploitation agricole s'appelle Lycoland Farms Limited, et ce nom vient de *Lycopersicon esculentum*, plaçons-nous du point de vue de la production de tomates.

Comment intégreriez-vous ces principes à cette industrie? Comment intégreriez-vous cela à votre philosophie?

• (1250)

M. Eric Toensmeier: La tomate n'est pas facile à pérenniser aujourd'hui. Nous n'avons pas de bon substitut. Les plantes annuelles sont excellentes. Nous devons cultiver des plantes annuelles et le faire correctement, mais nous pouvons ajouter beaucoup d'autres légumes vivaces.

Le grand avantage, pour moi, des légumes vivaces dans les climats froids, c'est qu'ils produisent beaucoup plus tôt au printemps. J'en mange ici au Massachusetts depuis déjà un mois. La saison commence bien avant celle des cultures annuelles, alors ils prolongent la saison de croissance d'une manière qui, à mon avis, est très complémentaire avec les légumes annuels comme les tomates — que j'apprécie et cultive, soit dit en passant.

Le président: Merci, monsieur Toensmeier.

Merci, monsieur Epp. Je vous ai donné du vin. J'espère recevoir un panier de tomates un jour ou l'autre. Je ne manquerai pas de vous le rappeler.

Madame Valdez, vous avez quatre minutes.

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins de participer à cette importante étude. J'adore les tomates. Voilà qui est dit.

Monsieur MacRae, vos recherches visent à créer une politique alimentaire nationale pour le Canada. J'aimerais vous donner l'occasion de nous en dire davantage sur cette politique et sur votre vision pour le Canada.

M. Rod MacRae: Je suis tout à fait en accord avec la politique alimentaire nationale qui a été présentée par le gouvernement actuel en 2019. Je pense, encore une fois, que le problème n'est pas la vision et les principes, mais la mise en œuvre. Je ne crois pas que ce qui est à l'œuvre et ce qui est proposé pour réaliser la vision nous permettront d'y arriver. Je ferai des remarques du même ordre sur ce qui se passe dans beaucoup de provinces également.

Ma vision n'est pas si différente. Elle est peut-être plus élaborée du point de vue écologique, mais ce qui est d'une importance cruciale, comme je l'ai dit, c'est la refonte d'un grand nombre des instruments que nous mettons en avant pour réaliser ces ambitions.

Mme Rechie Valdez: Merci.

Vous avez parlé de quelques défis auxquels les agriculteurs sont déjà confrontés, mais quel est, à votre avis, le principal problème auquel ce comité peut répondre?

M. Rod MacRae: Lorsqu'on examine les études sur les raisons pour lesquelles les agriculteurs n'apportent pas de changements, pourquoi ils ne passent pas à des pratiques plus durables, ils citent environ 15 obstacles différents. On a tendance à penser qu'il s'agit surtout d'obstacles financiers, et certains d'entre eux le sont, évidemment, mais il y a aussi ce qu'on appelle des « obstacles psychosociaux », comme le statut d'une personne dans la collectivité, son lien avec d'autres institutions et la façon dont son banquier interprète ce qu'elle fait. Toutes ces dimensions psychosociales peuvent être très importantes.

Si nous devons mettre en œuvre des changements qui comprennent le soutien de la période de transition, il ne s'agit pas seulement de fournir de l'argent, mais aussi de veiller à ce que cela se fasse de manière à éliminer ces obstacles psychosociaux. Voilà un des défis à relever.

Mme Rechie Valdez: Merci.

Monsieur Cullen, pourriez-vous nous dire comment vous avez démarré l'exploitation agricole City of Greens et quelles sont les techniques environnementales qui, selon vous, peuvent vraiment être mises à profit à l'échelle du pays?

M. Ryan Cullen: Bien sûr. Merci.

Comme je l'ai déjà dit, je ne viens pas du milieu agricole. J'ai grandi en ville, mais je voyageais de par le monde et je travaillais en Thaïlande sur un certain nombre de projets de permaculture. En fait, le livre de M. Toensmeier, *Edible Forest Gardens*, a été une grande source d'inspiration dans ma vie.

Cela a commencé par un intérêt général, et j'ai mis à profit mes compétences pédagogiques et je suis retourné au collège. L'un de mes principaux points d'appui pour démarrer ma ferme, c'est qu'il y avait un excellent programme d'horticulture et d'agriculture dans notre collège local. Je pense que si nous avions plus d'institutions comme celle-là pour former des gens comme moi, capables de se lancer dans ce domaine avec les bonnes compétences, cela serait formidable. Il est clair que j'y apporterai mon soutien.

Pour répondre à votre deuxième question, nous mettons beaucoup l'accent sur les cultures de couverture, la constitution du sol, le recyclage des éléments nutritifs dans notre ferme, le captage et l'entreposage de l'eau et sa réutilisation, la création de nos propres intrants à partir de nos déchets, l'alimentation de nos poulets avec les excédents de produits des jardins, et l'intégration des systèmes d'élevage dans la création du sol. Comme je l'ai dit, nous capturons et entreposons les nutriments autant que nous le pouvons et nous essayons d'imiter la nature, d'imiter les écosystèmes forestiers et de les appliquer dans nos systèmes de production d'annuelles et de vivaces. C'est ainsi que nous travaillons.

Mme Rechie Valdez: Merci.

On parle beaucoup d'incitatifs. Selon vous, de quels incitatifs les agriculteurs, surtout les petits agriculteurs, pourraient-ils avoir besoin pour continuer de produire des technologies durables?

Le président: Pourriez-vous répondre en une vingtaine de secondes, s'il vous plaît?

M. Ryan Cullen: Bien sûr. Pour nous, je pense que tout repose sur la sensibilisation des consommateurs. Je veux simplement vendre davantage à la population locale. Plus nous pourrions influencer sur la demande et le point de vue des consommateurs, plus cela contribuera à la viabilité des petites exploitations agricoles comme la nôtre.

• (1255)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Cullen et madame Valdez.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour deux minutes.

M. Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Toensmeier, je vais de nouveau m'adresser à vous.

Vous avez mentionné tantôt, dans votre introduction, que la séquestration de carbone pouvait parfois être vue comme une solution à court terme et que, si le mode de culture de la terre changeait dans l'avenir, il y aurait un danger que le carbone soit libéré. À mon sens, cela illustre la nécessité que le programme de soutien financier soit relativement permanent.

Pouvez-vous en dire davantage là-dessus, s'il vous plaît?

[Traduction]

M. Eric Toensmeier: Oui, il est nécessaire, si vous élaborez votre stratégie nationale sur le carbone et les sols, ou même les arbres, de mettre en place des mesures pour s'assurer que la séquestration perdurera. Faute de quoi le carbone sera libéré à nouveau, ou sera susceptible de l'être. C'est une préoccupation cruciale sur laquelle des gens réfléchissent partout dans le monde en lien à la séquestration du carbone et aux plans nationaux.

Pensez aussi à la façon dont vous voulez gérer la situation si quelque chose se produit qui échappe au contrôle de l'agriculteur, comme un incendie ou une sécheresse pluriannuelle prolongée, un changement vers un climat plus sec, ce qui entraînera la perte d'une partie de ce carbone du sol. Ce sont des éléments importants à prendre en compte.

Je n'ai pas de réponse précise sur la façon dont cela pourrait se faire, mais il faudrait certainement prendre en compte cette vulnérabilité.

[Français]

M. Yves Perron: Même si vous n'avez pas de réponse précise, monsieur Toensmeier, recommanderiez-vous que le gouvernement n'opte pas pour des programmes trop restrictifs, mais plutôt pour un modèle qui soit le plus décentralisé possible? Ainsi, les producteurs agricoles pourraient prendre des décisions qui sont bonnes pour leur exploitation agricole.

[Traduction]

M. Eric Toensmeier: Je pense que la souplesse est essentielle. L'imposition de pratiques spécifiques peut souvent avoir un effet négatif sur une ferme en particulier. Il faut pouvoir répondre aux besoins de chaque exploitation agricole. Quelque chose peut fonctionner dans un type de sol et pas dans un autre, par exemple.

Sans créer une monstruosité bureaucratique qui est un cauchemar pour tout le monde, dans la mesure où on peut intégrer cette souplesse, les agriculteurs participeront plus volontiers.

Le président: Merci, monsieur Toensmeier et monsieur Perron.

Monsieur MacGregor, il nous reste environ une minute avant d'atteindre les 15 minutes. Par respect pour nos collègues il va peut-être me falloir m'excuser auprès de vous et nous pouvons peut-être lever la séance maintenant, si cela vous convient.

M. Alistair MacGregor: J'ai juste besoin d'une minute, monsieur le président.

Le président: Allez-y.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Monsieur Toensmeier, je veux simplement vous permettre de parler davantage de l'agroforesterie et de l'initiative de plantation de deux milliards d'arbres. Le gouvernement fédéral finance cela, mais compte tenu du climat du Canada, sur quels types d'arbres de culture aimeriez-vous que nous nous concentrions? Quels sont les arbres dont la culture est rentable, mais qui sont aussi très efficaces pour séquestrer le carbone?

Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet en 30 secondes, s'il vous plaît?

M. Eric Toensmeier: J'aime beaucoup les saules et les peupliers, qui peuvent atteindre des latitudes très élevées au Canada, pour les systèmes de biomasse à courte rotation. Ce n'est pas particulièrement pour l'énergie, mais ils ont beaucoup d'applications dans les

industries des matériaux et des matières premières chimiques, où ils pourraient dans une certaine mesure remplacer les intrants de carbone issus des combustibles fossiles.

Le président: Merci, monsieur MacGregor. Je m'excuse.

Merci, monsieur Toensmeier.

Le temps est écoulé, mesdames et messieurs.

Je remercie nos témoins, M. Toensmeier, M. Cullen et M. MacRae, de leurs excellents témoignages.

Chers collègues, nous serons de retour jeudi pour poursuivre notre examen de l'ébauche du rapport sur la chaîne d'approvisionnement en agriculture. Nous nous reverrons jeudi.

Merci à tous ceux qui ont participé. Prenez soin de vous. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>